# RESULTATS ET CONCLUSIONS DE L'ENQUETE MUTUALISATION 2008

## *PARTIE 1 : DONNEES GEOGRAPHIQUES DE REFERENCE ET THEMATIQUES*

**Février 2009**

**SIG L-R / Groupe de travail Mutualisation**

*PREAMBULE* ..... *3*

1. Méthodologie ..... 4

1.1. La mutualisation ..... 4

1.2. Méthodologie appliquée par SIG L-R ..... 6

1.3. Situation en Languedoc-Roussillon ..... 7

2. Données de référence ..... 8

2.1. Les répondants ..... 8

2.2. Analyse des résultats ..... 9

*2.2.1. Intérêt pour la mutualisation* ..... *9*

*2.2.2. Equipement des organismes en données de référence* ..... *10*

*2.2.3. Données prioritaires* ..... *12*

2.3. Synthèse des commentaires ..... 13

2.4. Conclusion sur les données de référence ..... 13

3. Données thématiques ..... 15

3.1. Les répondants ..... 15

3.2. Synthèse des résultats ..... 16

*3.2.1. Intérêt pour la mutualisation* ..... *16*

*3.2.2. Intérêt par thème* ..... *17*

*3.2.3. Données prioritaires* ..... *18*

3.3. Synthèse des commentaires ..... 18

3.4. Conclusion sur les données thématiques ..... 18

4. Conclusion – Perspectives ..... 19

4.1. Conclusion générale ..... 19

4.2. Concertation avec les collectivités cadres ..... 20

4.3. Animation / accompagnement des acteurs locaux ..... 20

*ANNEXES* ..... *22*

# PREAMBULE

Ce rapport revient sur les résultats de l'état des lieux mené par l'association SIG L-R sur la mutualisation autour de l'information géographique en Languedoc-Roussillon. Il se base sur les deux premiers questionnaires d'une série de trois adressés à un fichier de 400 personnes oeuvrant dans le domaine de la géomatique en région. Les enquêtes ont portées sur les sujets suivants :

- Questionnaire 1 : Données de référence
- Questionnaire 2 : Données thématiques
- Questionnaire 3 : Outils et développements

Dans un premier temps ce document se veut une présentation des résultats des deux premiers questionnaires sur la donnée. Des tableaux et synthèses présentent donc les besoins et l'équipement en donnée géographique et permet d'identifier les producteurs de donnée thématique.

Dans un deuxième temps nous avons voulu ce rapport comme un élément de réflexion nous permettant de poser les bases d'une démarche de mutualisation en Languedoc-Roussillon. La présentation et la discussion de ces résultats a permis de regrouper les acteurs majeurs de l'information géographique et de les associer dans des projets collectifs. La dernière partie du document présente donc des préconisations et des pistes pour l'année 2009 et vont permettre à terme la mise en place d'une plate-forme régionale de mutualisation des données géographiques.

Il a été décidé pour des raisons de calendrier de découpler l'analyse des questionnaires "données", de l'analyse du questionnaire "outils", cela correspond également au découpage des actions engagées. Le troisième questionnaire, diffusé en février 2009 s'axe sur l'identification des plate-formes SIG existantes en région, cette enquête viendra abonder la démarche de SIG L-R sur les aspects techniques de la mise en place d'une plate-forme de mutualisation régionale.

# 1. Méthodologie

## 1.1. La mutualisation

### QU'EST-CE QUE LE MUTUALISATION ?

L'évolution du contexte légal encourage de plus en plus le partage des coûts individuels relatifs à l'acquisition des données, auprès d'un fournisseur ou à partir d'une saisie spécifique, et des outils nécessaires pour les utiliser, que ce soient des logiciels libres ou des développements spécifiques.

La mutualisation peut donc se traduire par des mises à disposition de données par un acteur public qui en est propriétaire, par des acquisitions par plusieurs acteurs auprès d'éditeurs de données ou de logiciels, par des échanges de développements spécifiques, ou par une mise en commun de catalogues de données.

Dans la plupart des cas, chaque démarche commencera par l'identification du type de mutualisation recueillant le plus large consensus, et évoluera vers d'autres types de projets de mutualisation au fur et à mesure des besoins et du niveau de cohésion du groupe.

### LES AVANTAGES DE LA MUTUALISATION

#### AVANTAGES TECHNIQUES

Le principal avantage de la mutualisation des données entre différents partenaires réside dans le fait de travailler sur un même référentiel. A partir d'un fond commun (données de référence), par exemple une orthophotographie, chacun des partenaires peut numériser ses propres informations (données thématiques), et les échanger avec tous les autres partenaires.

Cette cohérence peut se traduire :

- au niveau thématique : par exemple, sur une même zone, les pistes DFCI[1] saisies par un SDIS[2] pourront être croisées avec le PDIPR[3] d'un CDT[4] (cas du Gard)

- au niveau géographique : deux organismes de régions différentes ayant adopté des spécifications techniques similaires pourront échanger des données entre leur deux régions (cas de l'OCSOL SIG LR)

Un autre avantage essentiel de la mutualisation consiste à mettre tous les partenaires au même niveau d'information dans un premier temps, puis au même niveau technique dans un second temps, grâce à une dynamique de groupe.

Enfin la mutualisation peut se faire autour de développements spécifiques, dans le domaine du libre ou propriétaires lorsqu'il sont réalisé par un prestataire autour d'un logiciel d'éditeur. Le regroupement des compétences est en particulier très efficace dans le domaine du libre, avec une communauté de développeurs et d'utilisateurs très importante.

[1] Défense des Forêts Contre l'Incendie
[2] Service Départemental d'Incendie Secours
[3] Plan Départemental des Itinéraire de Petite Randonnée
[4] Comité départemental de Tourisme

Citons pour exemple le module de gestion de patrimoine et des interventions développé par Géolabs à la demande de la Communauté de communes Rhôny-Vistre-Vidourle, qui est maintenant mis gratuitement à la disposition de toutes les collectivités qui en font la demande.

A la frontière du domaine technique et de celui de l'organisationnel et/ou du financier, se situe bien évidemment l'avantage énorme que constitue la réduction des saisies redondantes consommatrices de ressources, mais aussi génératrices d'erreurs, ou a minima de confusion. Lequel d'entre nous n'a jamais eu à traiter des données provenant de sources différentes (par exemple des données sociales entre l'ANPE, la CAF, le Conseil général, etc.), et contenant des valeurs différentes ?

## AVANTAGES FINANCIERS

La plupart des fournisseurs d'informations géographiques, et des éditeurs de logiciels SIG proposent des tarifs dégressifs en fonction du nombre d'utilisateurs, et/ou du nombre de postes.

Au delà de cette réduction globale de l'investissement, la mutualisation permet surtout à des partenaires disposant de moyens financiers réduits d'accéder à des acquisitions qu'ils n'auraient pas pu assumer seuls aux tarifs de base.

Exemple: le conseil général du Gard a mis en place un groupement de commande avec la DDE[5] , la DDAF[6], la chambre d'agriculture, la SAFER LR, et le CEN LR[7] pour l'acquisition de la BD Parcellaire :

Avantages pour le conseil général : ayant fait le choix de faire l'acquisition pour son propre compte, mais aussi pour l'ensemble des collectivités du département, le montant de l'investissement était initialement d'environ 140 000 € pour ces seuls utilisateurs. Une fois le groupement de commande constitué, ce même montant a couvert l'intégralité des besoins des six utilisateurs ! La part du Conseil général a été ramenée à 90 000 €.HT.

Avantages pour les autres partenaires : aucun des 5 autres partenaires n'aurait disposé du budget suffisant pour couvrir ses besoins, certains ne serait-ce que pour une licence. Le groupement de commande a permis à chacun d'exprimer ses besoins, et de faire l'harmonisation nécessaire pour que tous aient la configuration attendue.

Avantages IGN : Ce groupement constitue une référence importante pour l'IGN, et lui a permis d'obtenir une commande de plusieurs organismes qu'il n'aurait pu obtenir séparément pour les raisons évoquées ci-dessus. Par ailleurs la réponse de l'IGN a été simplifiée par le regroupement en amont des besoins des différents partenaires.

Enfin, cette mutualisation peut être aussi mise en œuvre sur des développements spécifiques réalisés ou commandés par différents partenaires : Par exemple le CG 30 a commandé des outils spécifiques de catalogages, dont il est propriétaire, et qu'il a mis a disposition de la communauté d'agglomération de Montpellier, qui, les a complétés, en diffusant les nouveaux outils développés au CG 30.

## AVANTAGES FONCTIONNELS OU ORGANISATIONNELS

Au delà des avantages financiers, la mutualisation permet une économie de procédure. L'échange de développements spécifiques permettra par exemple aux bénéficiaires de cette mise à disposition de ne pas avoir à lancer la consultation ou l'appel d'offre auxquels ils auraient été contraints si ils avaient eu à faire réaliser cette prestation.

[5] Direction Départementale de l'Equipement
[6] direction Départementale de l'Agriculture
[7] Conservatoire des Espaces Naturels Languedoc Roussillon

Cette mutualisation peut aussi porter sur la veille technologique, que de petites structures n'ont parfois pas les moyens ni le temps d'assurer. Elle permet aussi aux groupes constitués d'avoir plus d'impact sur les services producteurs.

Enfin ce regroupement de compétences permet aussi l'échange de documents-types, en économisant à chacun de recréer un convention d'échange ou un cahier des charges déjà réalisé par un autre partenaire.

## 1.2. Méthodologie appliquée par SIG L-R

Engager une démarche de mutualisation de données, c'est commencer par rassembler des hommes et des femmes aux missions diverses et aux intérêts variés. Plusieurs étapes seront nécessaires pour obtenir leur confiance, indispensable pour se lancer dans une démarche d'échange, dans des contextes parfois protectionnistes sur certaines prérogatives ou sur l'appropriation de certaines données, pouvant être culturellement ancrées parfois depuis longtemps.

- **Faire un état des lieux objectif** en associant le maximum de partenaires : le meilleur moyen reste la diffusion la plus large possible (services de l'Etat, collectivités locales, gestionnaires de réseaux, chambres consulaires,…) d'un questionnaire, le plus fermé possible pour un faire une synthèse la plus quantifiée possible, permettant d'évaluer :
    - L'état de l'art chez chacun des partenaires en matière d'information géographique,
    - Les besoins non encore satisfaits de chaque partenaire en information géographique, en identifiant clairement le type de produit attendu, que se soit en matière de données de référence ou de données thématiques,
    - Le niveau de priorité pour chacun de ces produits
    - Les communautés d'intérêts spécifiques entre partenaires pour les outils ou développements spécifiques.

⇨ Permet d'identifier le (ou les) type(s) de produit(s) susceptible(s) d'intéresser le maximum de partenaires consultés.

- **Proposer des solutions techniques,** en faisant une analyse comparative détaillée des produits existants sur le marché (avantages / inconvénients) et en étudiant la (ou les) solutions remportant l'adhésion du maximum de partenaires.

⇨ Permet d'identifier le (ou les) produit(s) du marché susceptible(s) d'intéresser le maximum de partenaires consultés, de rédiger un cahier des charges adapté, ou d'échanger des solutions existantes.

- **Partager un projet commun en fédérant les compétences** de chaque partenaire, qu'elles soient métiers ou techniques : il s'agit de faire participer le maximum de partenaires concernés, par exemple tout au long de l'acquisition commune d'une première base de données afin de créer une réelle dynamique de groupe. Une fois cette dynamique créée, il sera beaucoup plus facile à l'issue de cette première mutualisation, de rebondir sur un nouveau projet.

⇨ Permet de créer une dynamique de groupe et de « fidéliser » les partenaires.

Au delà de l'acquisition mutualisée de données, la démarche de mutualisation peut se traduire par la réalisation d'un catalogue de données géographiques, par exemple le catalogue départemental

mis en œuvre par le CG 30 sur un Extranet ouvert à une trentaine de partenaires, ou l'initiative entreprise par SIG LR d'un catalogue régional en Languedoc-Roussillon.

## 1.3. Situation en Languedoc-Roussillon

Le Languedoc-Roussillon se trouve dans une position particulière pour ce qui touche de la mutualisation des données géographiques, une première organisation a été mis en place entre 1994 et 2000 autour de l'association SIG L-R et un certains nombres de données de référence de l'IGN ont ainsi été mutualisées. Cette organisation a pris en fin en 2000 à la fin du premier contrat de plan Etat/Région. L'association a ensuite été réinvestie par des personnes volontaires issues de collectivités, services de l'état et entreprises.

L'association a alors assuré un rôle de réseau professionnel du monde de la géomatique régionale, permettant aux acteurs de se retrouver lors d'évènements ou de réunions et ainsi de partager des données et des savoir faire. La volonté de remettre sur pied un organisme de mutualisation des données étant toujours présente, une première occasion s'est présentée en 2006 à travers la réalisation d'une base d'occupation du sol à moyenne échelle, ce projet fédérateur a abouti en 2008 et sa réussite permet à SIG L-R de proposer aujourd'hui une démarche de mutualisation s'appuyant sur les résultats de l'enquête présentée ci-dessous.

# 2. Données de référence

Comme cela a été dit le premier questionnaire concerne les données de référence. Ces données sont généralement la base d'un système d'information géographique territorial et servent de support à la création des données thématiques.

Généralement chères elles sont vendues par des fournisseurs nationaux (IGN, DGI…) ou commandées à des prestataires (sociétés privées…)

Nous avons sélectionné sept données de référence qui nous paraissent majeures : Base Topographique, ortho-photographie, cadastre numérisé, SCAN25®, SCAN100®, Base voirie-adresse, base d'occupation du sol.

## 2.1. Les répondants

Le questionnaire a été largement diffusé (plus de 400 invitations nominatives) les principaux types d'organismes ciblés sont les collectivités et services de l'Etat, un effort a toutefois été réalisé pour collecter des contacts auprès des prestataires de services, gestionnaires de réseaux et organismes de recherche.

### LES REPONDANTS SE DECOMPOSENT COMME SUIT :

- Le Conseil Régional Languedoc-Roussillon ;
- 4 Conseils Généraux sur les 5 de la région ;
- 7 Communautés d'Agglomération : Montpellier, Béziers, Hérault Méditerranée (Agde), Perpignan, Grand Alès, Nîmes et Bassin de Thau (Sète) ;
- 6 syndicats, 3 agences d'urbanisme, 1 pays, 1 PNR ;
- Deux ententes interdépartementales (démoustication et incendie) ;
- 22 services de l'Etat et chambres consulaires (DDE, DDA, ONF[8], SDAP[9], SAFER, DIREN[10], SDIS…) ;
- 9 entreprises ou associations ;
- 3 organismes de recherche (INRA, CEMAGREF, CNRS) ;
- 8 communautés de communes et 3 villes.

[8] Office national des Forêts
[9] Service Départemental de l'Architecture et du patrimoine
[10] Direction Régionale de l'Environnement

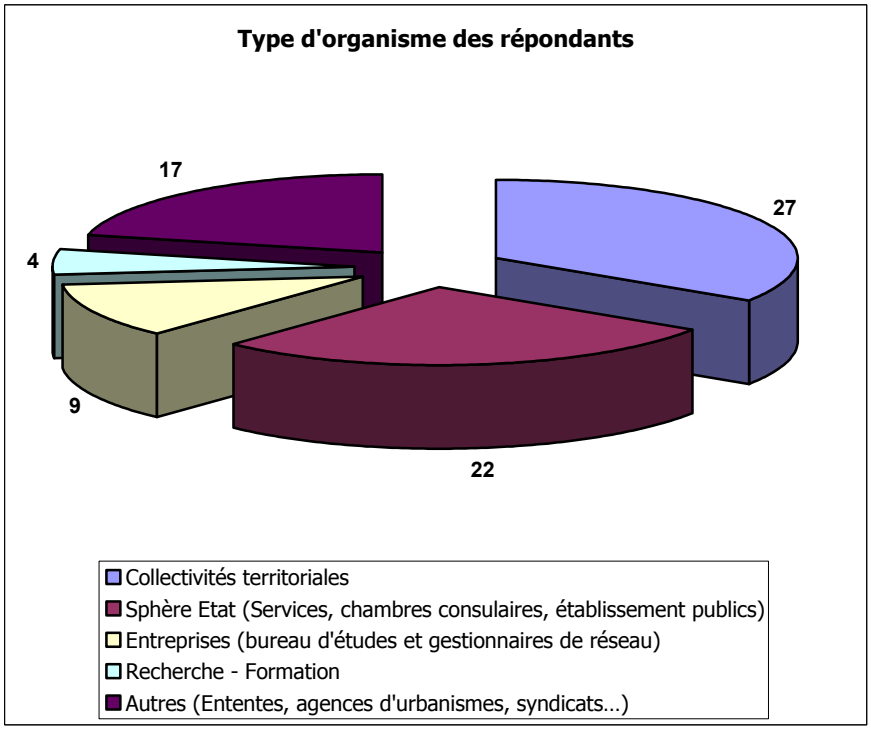



*Figure 1 : Répartition des répondants par type d'organisme*

On note l'absence de plusieurs organismes majeurs : le conseil général de l'Aude, les communautés d'agglomération de Narbonne et Carcassonne, ainsi que des gestionnaires de réseaux identifiés.

Le type d'organisme le plus représenté est celui des collectivités territoriales, le nombre de retour des services de l'état est également encourageant. Les réponses d'entreprises, gestionnaires de réseaux ou organismes de recherche montrent que ces derniers connaissent l'intérêt de la mutualisation et sont susceptibles d'être intéressé par la démarche de SIG L-R. Ils ont toutefois marqué leur limites en terme de financement :

*« Représentant un bureau d'étude, les référentiels nous sont fournis sous conventionnement au gré et selon les besoins des études. L'acquisition de données nous intéresse peu (hormis occupation du sol) »*

*« Organisme recherche/formation. Pas de ressources financières pour contribuer à ces acquisitions. Souvent, tarifs préférentiels ou accords pour usages gratuites à des fins de recherche ou d'enseignement. »*

## 2.2. Analyse des résultats

### *2.2.1. Intérêt pour la mutualisation*

Il s'agit du pourcentage par type de donnée de référence des personnes ayant répondu « oui » à la question « Êtes vous à priori favorable à une acquisition mutualisée sur le bases de données suivantes : »

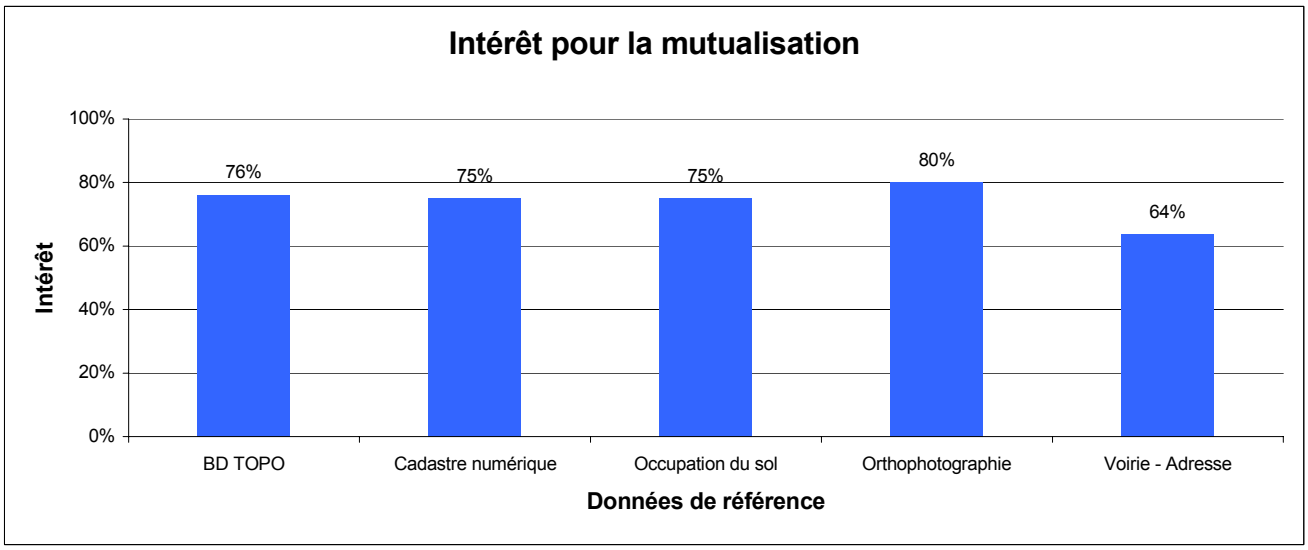



*Figure 2 : Intérêt des répondants pour la mutualisation des données de référence*

Sur les cinq types de données de référence identifiés (BD TOPO, Cadastre numérique, occupation du sol, Ortho-photo et Voirie-adresse) l'intérêt pour la mutualisation est fort, allant de 64 à 80% des répondants.

### 2.2.2. Equipement des organismes en données de référence

Pour chaque type de donnée de référence la question « veuillez indiquer si vous disposez des bases de données suivantes » a été posée.

La question n'a pas été posée directement pour l'occupation du sol mais par produits existants (Corine land cover, OCSOL SIG L-R, BD Carto, Géozoum, Spot théma). L'équipement en cadastre numérique a été abordé dans le questionnaire sur les données thématiques, les répondants ne sont pas exactement les mêmes, cela donne toutefois un ordre d'idée sur l'équipement global des organismes.

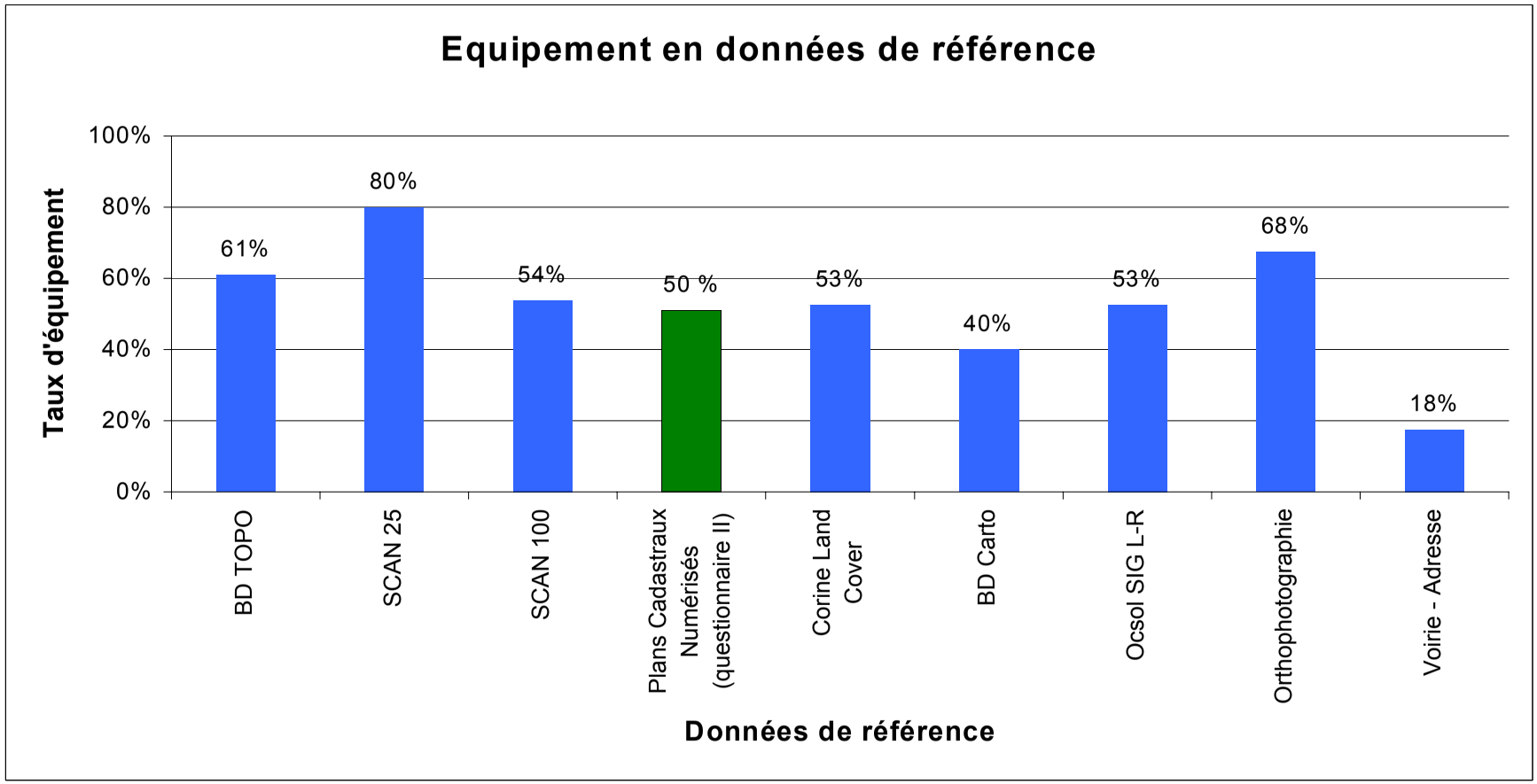



*Figure 3 : Taux d'organismes équipés en données de référence*

En terme d'équipement le SCAN25 est de loin le plus répandu avec 80% des répondants qui en disposent. L'orthophotographie et certains thèmes de la BD TOPO arrivent ensuite (68 et 61 %), les données d'occupation du sol gratuites (OCSOL SIG L-R, Corine Land Cover) sont au-dessous de 50%, ainsi que le SCAN100. On trouve loin derrière les données voirie-adresse pour lesquelles l'équipement est faible (18%).

Sur un produit comme SCAN25® déjà fortement utilisé, le potentiel en terme de mutualisation réside dans la mise à jour à l'aide de la nouvelle version « harmonisée ».

### 2.2.3. Données prioritaires

Il a été demandé pour chaque donnée de référence d'indiquer un niveau de priorité sur l'échelle suivante. 1-priorité absolue, 2-priorité moyen terme (2009), 3-priorité long terme (2010), 4-sans intérêt.

| Données de référence | Absolue | 2009 | 2010 | Sans Intérêt |
|---|---|---|---|---|
| BD TOPO | **26%** | **48%** | 20% | 6% |
| SCAN 25 | **66%** | **19%** | 9% | 6% |
| SCAN 100 | 40% | 24% | 14% | 23% |
| Plans Cadastraux Numérisés (PCN) | **70%** | **14%** | 10% | 6% |
| Occupation du sol (OCS) | - | - | - | - |
| Corine Land Cover | 20% | 18% | 25% | 20% |
| BD Carto | 29% | 26% | 25% | 20% |
| Ocsol SIG L-R | 38% | 26% | 16% | 20% |
| Orthophotographie | **68%** | **20%** | 8% | 5% |
| Voirie - Adresse : nom des rues | 24% | 3% | 0% | 0% |

En observant uniquement la priorité absolue, le trio de tête est composé de SCAN25 / ortho-photo / cadastre numérique, entre 66 et 70 % de répondants. Ces données dominent largement les autres.

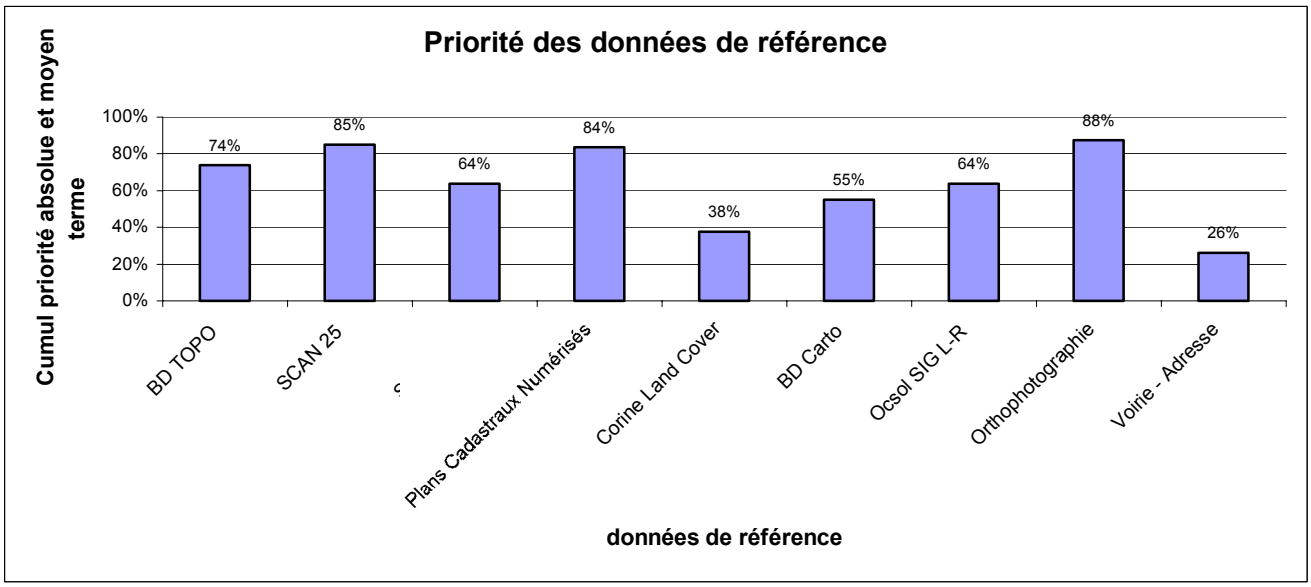



*Figure 4 : priorité des données de référence*

En cumulant les chiffres de « priorité absolue » et « priorité à moyen terme » les données prioritaires sont toujours : Orthophotographie, SCAN25 et PCN (plus de 80%), ainsi que légèrement en dessous les données TOPO (74 %) et le SCAN100 (64%).

En ce qui concerne les données d'occupation du sol on constate que les données OCSOL SIG L-R et BD CARTO ont une priorité plus élevée que le taux d'équipement (Figure 2) alors que CLC est

très répandu mais son niveau de priorité est plus bas.

### BASE VOIRIE – ADRESSE

La donnée d'adressage est un cas particulier, l'équipement est très faible, 18 % des organismes en disposent, par contre 12,5 % souhaitent en faire l'acquisition ce qui est très important en comparaison du taux d'équipement. Par ailleurs 64% des répondants se sont dit favorable à une mutualisation d'une base voirie-adresse.

Il s'agit donc d'une donnée encore peu utilisée mais à laquelle les organismes commencent à s'intéresser et pour laquelle les besoins vont être fort.

## 2.3. Synthèse des commentaires

La dernière question laissait la possibilité d'emettre un commentaire sur la mutualisation. L'ensemble des commenatire sont disponibles en annexe, nous avons synthétisé ici les principaux sujets soulevés.

- On constate une attente des organismes, principalement les plus modestes, sur la mutualisation mais également sur des questions de méthodes et techniques.
- Les questions courantes sur les services de l'état (fusions des services, achats ministériels des données de l'IGN) restent posées.
- On retrouve des questions et préoccupations concernant la propriété des données mutualisées, le conventionnement entre les partenaires, cela sous-entend l'attente d'une simplification des procédures.
- La mutualisation a été engagée sur certains territoires (conseil généraux du Gard et de la Lozère, Communauté d'Agglomération de Perpignan)

## 2.4. Conclusion sur les données de référence

- Au vu du nombre d'invitations envoyées (400) le nombre de retour (80) est satisfaisant et permet d'établir une analyse intéressante. Toutefois pour lancer une démarche régionale il sera nécessaire de communiquer sur SIG L-R et sur la mutualisation afin d'obtenir un appui plus large.
- Le SCAN 25 est une donnée prioritaire possédée par un grand nombre d'organismes, sa mise à jour dans une version « harmonisée » est donc une opportunité pour SIG L-R,
- Sur les cinq types de données de référence identifiés (BD TOPO, Cadastre numérique, occupation du sol, Ortho-photographie et Voirie-adresse) l'intérêt pour la mutualisation est fort, allant de 64 à 80% des répondants. Le potentiel de faire adhérer un nombre suffisant de partenaires à une démarche de mutualisation est donc réel.
- L'ortho-photo est également prioritaire, le taux d'équipement est cependant plus faible, c'est donc une donnée très importante qui doit être mutualisée pour assurer sa disposition par toutes les structures de service public. Ce type de démarche a toutefois commencée avec une prise en charge par les départements. La principale restriction réside dans l'obligation pour les services de l'Etat à prendre la BDORTHO®.
- Concernant les plans cadastraux la priorité est forte sur cette donnée de référence, un

point sur sa disponibilité dans les départements et ses modalités d'accès serait très instructif. On peut supposer que le cadastre numérique possède un potentiel plus fort, car il fait l'objet de moins de conventionnements à ce jour.

- La BD TOPO peut également s'avérer être une donnée intéressante à mutualiser.

- On voit qu'il se pose la question de la répartition de la mutualisation entre les différents échelons et principalement entre l'échelon régional et départemental.

- La base adresse n'est pas une donnée encore très utilisée mais un certain nombre d'organismes sont très intéressés et les besoins sont forts.

# 3. Données thématiques

## 3.1. Les répondants

Le questionnaire a été envoyé au même personnes que le premier, après la suppression des adresses invalides et des personnes non désireuses de se voir adresser un second questionnaire.

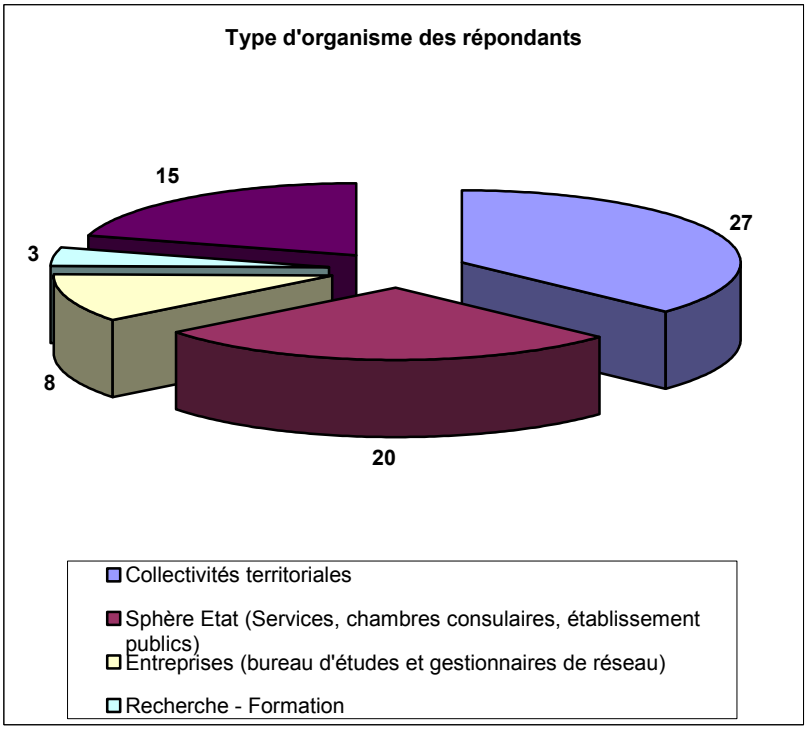



*Figure 5 : Répartition des répondants par type d'organisme*

### LES ORGANISMES SE DECLINENT COMME SUIT :

- Le Conseil Régional Languedoc-Roussillon ;
- 4 Conseils Généraux sur les 5 de la région ;
- 6 Communautés d'Agglomération : Montpellier, Béziers, Perpignan, Nîmes, Bassin de Thau (Sète) et Alès ;
- 7 syndicats, 2 agences d'urbanisme, 1 pays ;
- Deux ententes interdépartementales (démoustication et incendie) ;
- 20 services de l'Etat (DDE, DDA, ONF, SDAP, SAFER, DIREN, SDIS…) ;
- 8 entreprises ;
- 3 organismes de recherche (INRA, IRD, CNRS) ;
- 10 communautés de communes et 5 communes.

Pour certaines structures, plusieurs personnes ont répondu, on note l'absence de réponse de plusieurs organismes majeurs : le conseil général de l'Aude, les communautés d'agglomération de Narbonne, Carcassonne, Hérault Méditerranée.

Au vu du nombre d'invitations envoyées (350) le nombre de retour (76) est satisfaisant, on retrouve à peu de choses prés les mêmes organismes que pour le questionnaire I, ce qui indique un taux de retour et de fidélisation important.

## 3.2. Synthèse des résultats

Le questionnaire sur les données thématiques a pour objectif d'identifier les thématiques pouvant faire l'objet de projets de mutualisation, de partage ou de saisie partagée. Nous retranscrivons ici une synthèse générale, pour plus de précision nous éditons également une fiche par thématique qui se retrouve en annexe du présent rapport.

### *3.2.1. Intérêt pour la mutualisation*

Il s'agit des réponses à la question « Etes vous à priori favorable à une acquisition mutualisée, à un partage ou à une saisie mutualisée avec d'autres partenaires départementaux et régionaux de données thématiques ? »

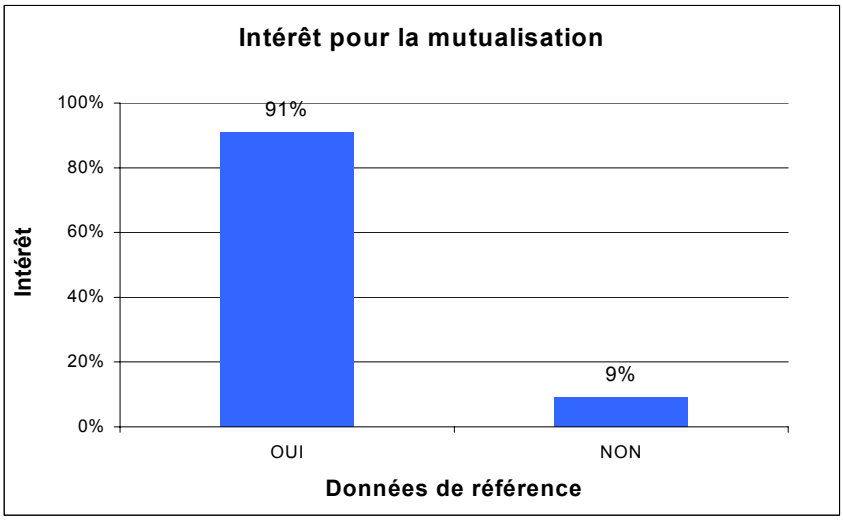



*Figure 6 : Taux des organismes intéressés par la mutualisation*

91% des personnes ayant répondu au questionnaire sont intéressés par la mutualisation , le partage ou la saisie partagée de données thématiques. Il s'agit d'un signal encourageant pour engager des projets de ce type. Il faut toutefois rester prudent et ne pas confondre cette réponse d'intérêt avec un acte d'engagement.

### 3.2.2. Intérêt par thème

Pour chaque thématique la question « Êtes vous intéressé par le thème :…» a été posée.

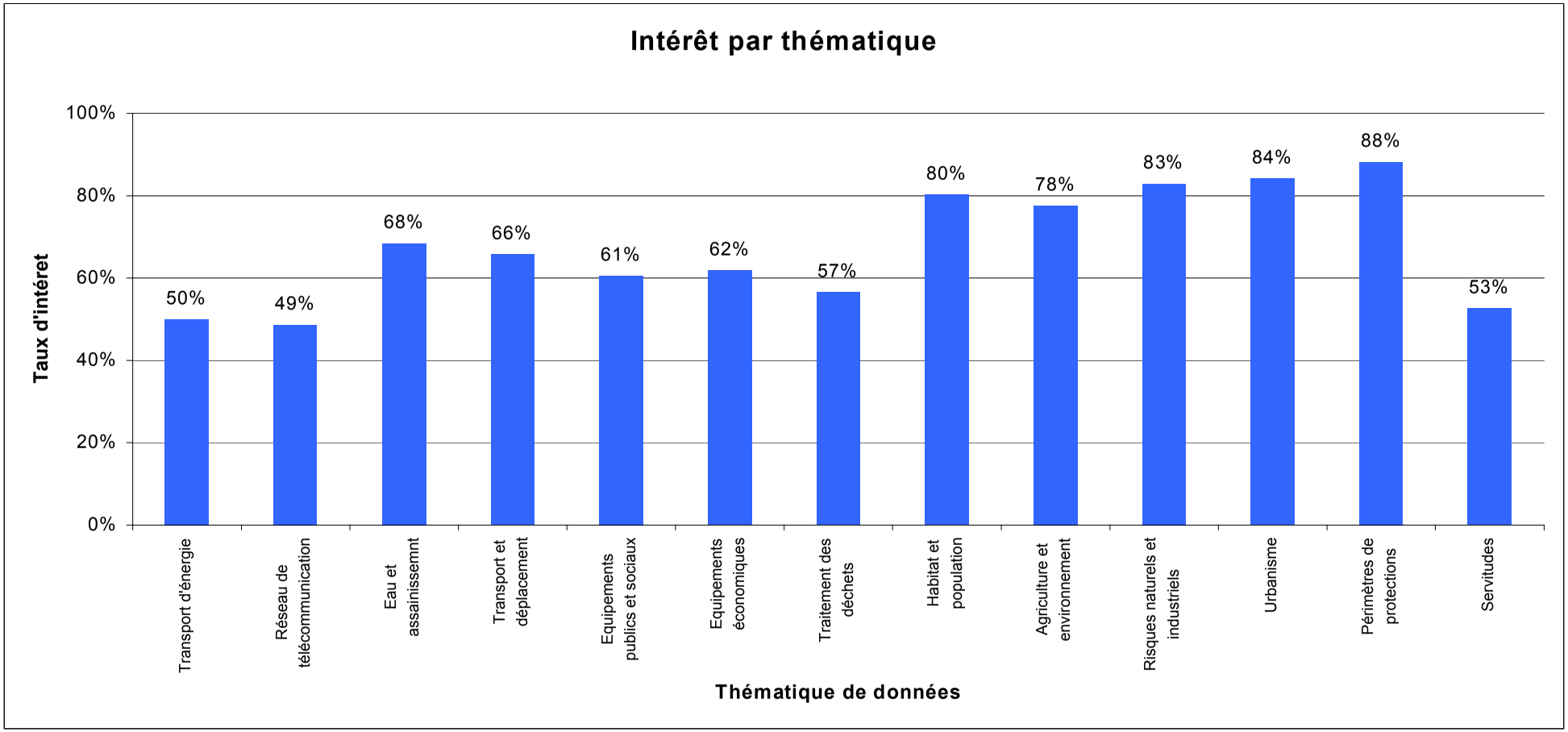



*Figure 7 : Intérêt des répondants par thématique*

On constate tout d'abord que toutes les thématiques sont au moins à 50% de personnes intéressées (sauf une à 49%). On peut faire trois catégories dans ces résultats :

- Les plus élevés ; autour de 80 %, qui concernent des **données environnementales ou humaines** (Risque, agriculture, urbanisme, population…)
- Un second lot autour de 60% sur les thématiques relevant plus des **compétences des organismes** (transport, assainissement, équipements…)
- Enfin un troisième lot les données autour de 50 % d'intéressés **sur les réseaux** (NRJ, télécommunications) **et les servitudes**.

### *3.2.3. Données prioritaires*

En croisant l'ensemble des fiches et des thèmes un certains nombres de données ressortent dont il est intéressant d'indiquer les principales ici.

On notera tout d'abord que les données prioritaires sont également celle qui sont mise à disposition en téléchargement sur Internet : les périmètres de protection. Ce qui laisse supposer que la disponibilité des données peut créer le besoin ? certains de ces périmètres étant réglementaires (sites classés) cela explique également leur importance.

Les données liées à l'urbanisme et en particulier cadastre et PLU sont également ressorties comme prioritaires, le besoin de disposer de ces données est important, c'est un point que l'on retrouve également dans les commentaires ou il est mis en avant l'importance de l'homogénéisation des ces couches.

Dans les données réglementaires présentant une forte attente, on retrouve également les données liées au risques (PPR, DFCI, Zones inondables…) Ensuite certaines données non-réglementaires sont identifiées, dont certaines peuvent être considérées comme données de référence (MNT, caractérisation des terres agricoles, hydrographie, pédologie), ainsi que les données d'habitat et de population (INSEE).

Par ailleurs certaines données, pourtant porteuses d'enjeu, comme les télécommunications ne sont pas considérées comme prioritaires.

## 3.3. Synthèse des commentaires

- Plusieurs personnes font état d'un besoin en donnée de référence, en particulier cadastre et ortho-photographie, déjà traité dans les conclusions du questionnaire I.
- On trouve des propositions et idées intéressantes sur la mutualisation de données culture, équipements ou bâtiments publics, limites des entités administratives.
- Des questions sur la forme et les modalités que pourrait prendre cette mutualisation sont soulevées.

## 3.4. Conclusion sur les données thématiques

- Cette fiche générale permet de voir que toutes les données identifiées intéressent au moins la moitié des répondants, et pour certaines pas loin de 90 %.
- Plusieurs pistes de mutualisation de données thématiques sont évoquées (saisie partagée d'une couche de bâti public, partage de données « culture »…) mais le besoin en données de référence reste marqué. Ces propositions doivent être approfondies et donneront lieu le

cas échéant à la programmation d'ateliers, de sessions de travail pour la mise en œuvre des projets.

- Dans le cadre d'axes de travail régionaux sur les données thématiques, il paraît primordial que des actions se mettent en place autour du thème de l'urbanisme, en particulier sur la numérisation du cadastre et des PLU.

- Les données réglementaires produites par les services de l'Etat doivent être tenues à jour et mises à disposition sous une forme adpatée à leur fort niveau d'utilisation ou de demande.

Les différents thèmes peuvent être développés dans des groupes de travail, en fonction du potentiel de chacun d'entre eux : agriculture, environnement, risques ou population. Les réponses au questionnaire constitueront une base de contacts susceptibles d'être sollicités sur la mise en place d'ateliers ou de groupes de travail spécifiques.

# 4. Conclusion – Perspectives

## 4.1. Conclusion générale

En terme de conclusion nous reprendrons les principaux points des résultats des deux questionnaires :

**Concernant les données**

- Le SCAN 25 est une donnée prioritaire possédée par un grand nombre d'organismes, sa mise à jour dans une version « harmonisée » est donc une opportunité pour une aquisition mutualisée régionale ;

- L'ortho-photographie est également prioritaire, bien que le taux d'équipement soit cependant plus faible : c'est donc une donnée très importante qui doit être mutualisée à moyen terme pour assurer sa disposition par toutes les structures de service public.

- Concernant les plans cadastraux la priorité est forte sur cette donnée de référence. Le préalable est d'évaluer sa disponibilité dans les différents départements, et ses modalités d'accès. Par ailleurs dans le cadre d'axes de travail régionaux sur les données thématiques, il paraît primordial que des actions se mettent en place autour du thème de l'urbanisme, en particulier sur la numérisation du cadastre et des PLU.

- Les données réglementaires produites par les services de l'Etat doivent être tenues à jour et mises à disposition sous une forme adaptée à leur fort niveau d'utilisation ou de demande.

- Le pistes de travaux et d'échange sur les données thématiques proposées : équipements publics, patrimoine en particulier doivent être explorées et donner lieu si l'opportunité s'en fait sentir à des actions spécifiques.

- La base adresse n'est pas une donnée encore très utilisée, mais un certain nombre d'organismes sont très intéressés et les besoins sont forts.

**Concernant la méthode**

- Pour lancer une démarche régionale il sera nécessaire de communiquer sur SIG L-R et sur la mutualisation afin d'obtenir un appui plus large.

- Les inquiétudes et questions soulevées dans les commentaires (modalités d'accés aux données, conventions…) doivent être levées par une communication forte et une clarification des démarches lors de la mise en place ou de la proposition d'une plate-forme de mutualisation capable de centraliser les données et assurer leur accès aux utilisateurs.

## 4.2. Concertation avec les collectivités cadres

La réalisation de cette enquête, associée au travail de valorisation de la base OCSOL et à l'animation historique du réseau géomatique effectuée par SIG L-R a permis de dégager des pistes de discussions avec le Conseil régional Languedoc-Roussillon ainsi qu'avec la préfecture de Région sur une démarche globale de mutualisation en région. De leur coté, ces acteurs majeurs ont également avancé sur le chemin de l'information géographique.

Les volontés se sont donc retrouvées vers la mis en place d'un projet commun pour l'année 2009 ouvrant les portes de la mise en place d'une plate-forme de mutualisation régionale. La première étape concerne principalement la donnée et les outils.

⇨ Démarche de mutualisation préalable à la mise en place d'une Plate Forme de mutualisation régionale associant l'ensemble des acteurs géomatique régionaux.

- Acquisition mutualisée des cartes numériques au 1:25 000 de l'IGN (SCAN 25®) sur le territoire régional dans leur nouvelle version ;
- Maîtrise d'ouvrage d'une étude de préfiguration d'une plate forme de mutualisation régionale en Languedoc-Roussillon :
- Réalisation collective d'une étude comparative sur les produits de type "base adresse".

Par la suite de nombreux chantiers devront s'ouvrir pour assurer la cohésion de la production géographique régionale, et la réponse aux attentes des différents organismes.

- Ortho-photographie régionale ;
- Plan cadastraux numérisés ;
- Base adresse ;
- Groupe métiers thématiques : producteurs et diffuseurs de données à valeur ajoutée ;
- Système de contrôle qualité des données et poursuite du catalogage régional.

Pour parvenir à la mise en place d'une Infrastructure de Donnée Géographique (IDG) régionale.

## 4.3. Animation / accompagnement des acteurs locaux

Ce projet et cette dynamique ne se fera pas sans le soutien du réseau des géomaticiens, pour assurer l'implication des acteurs, SIG L-R doit continuer et renforcer ses activités d'animation et d'accompagnement.

- Animation du réseau d'acteurs régional de la géomatique autour des questions techniques et juridiques ;
- Accompagnement et conseil à l'application de la directive INSPIRE pour les administrations ;

- Organisation et accompagnement à l'organisation d'ateliers, de journées d'informations, des journées professionnelles ;

- Lien avec la formation en géomatique, appui des échanges et retours d'expériences.

# ANNEXES

Les fiches suivantes précisent les résultats du questionnaire pour chacune des 13 thématiques, en particulier les données considérées comme prioritaires et les propriétaires ou organismes en possession de ces données.

- Fiche 1 : Transport d'énergie
- Fiche 2 : Réseau de télécommunications
- Fiche 3 : Eau et assainissement
- Fiche 4 : Transport et déplacements
- Fiche 5 : Equipements publics et sociaux
- Fiche 6 : Equipements économiques
- Fiche 7 : Traitement des déchets
- Fiche 8 : Habitat et population
- Fiche 9 : Agriculture et environnement
- Fiche 10 : Risques
- Fiche 11 : Urbanisme
- Fiche 12 Périmètres de protection
- Fiche 13 : Servitudes

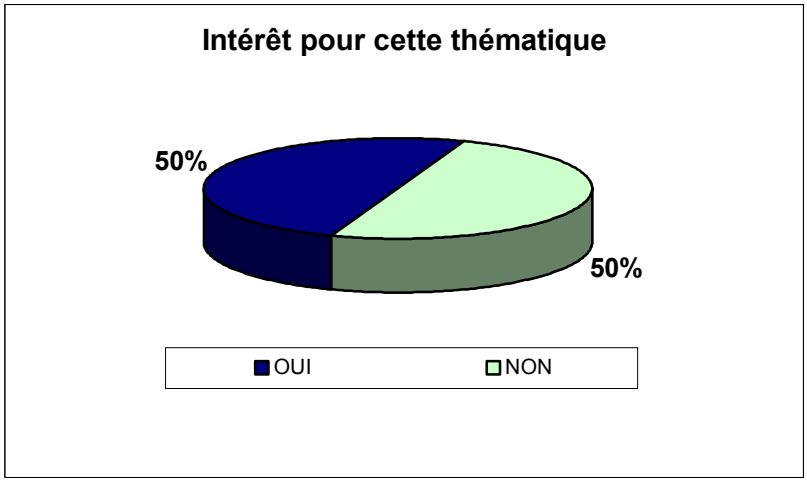
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

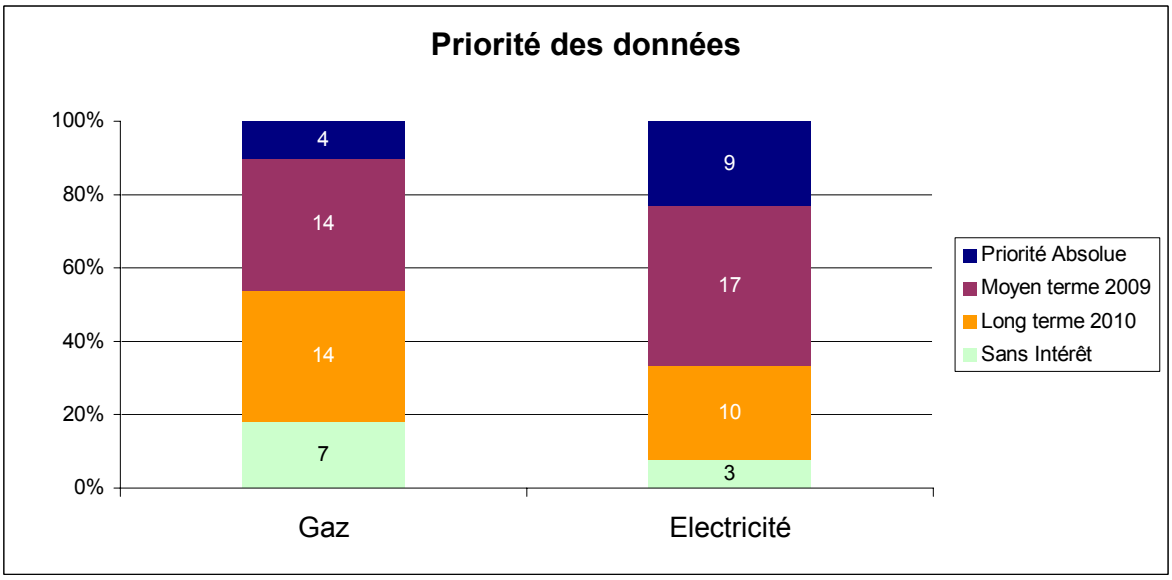
## Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 1 : Transport d'énergie




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Gaz | Electricité |
|---|---|---|
| CCRVV | X | X |
| cg66 | | X |
| communauté communes AGLY FENXLLEDES | | X |
| Communauté de Communes de Petite Camargue | | X |
| Communauté de Communes du Pic Saint Loup | | X |
| Communauté de Communes du Pont du Gard | | X |
| Communauté de Communes Piémont d'Alaric | | X |
| commune de Lunel | X | X |
| DDAF de l'Aude | | X |
| DDAF de l'Hérault | | X |
| DDE du GARD (30) | X | X |
| Grdf | X | |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | | X |

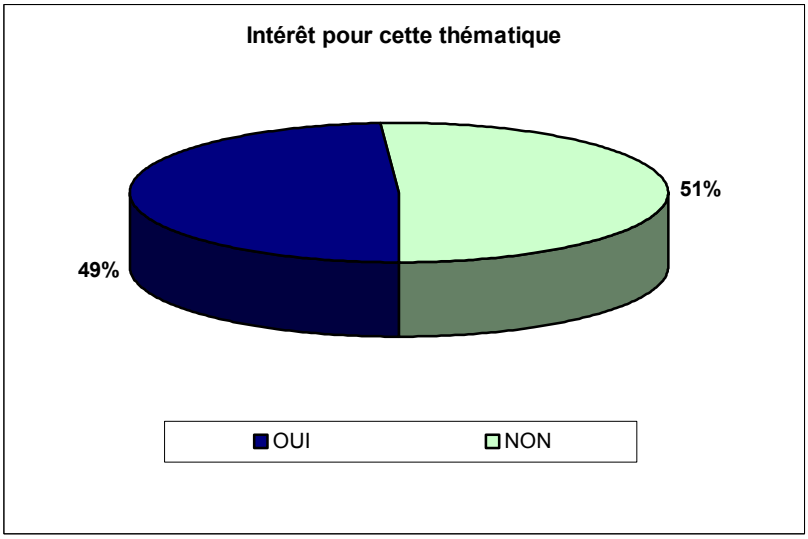
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

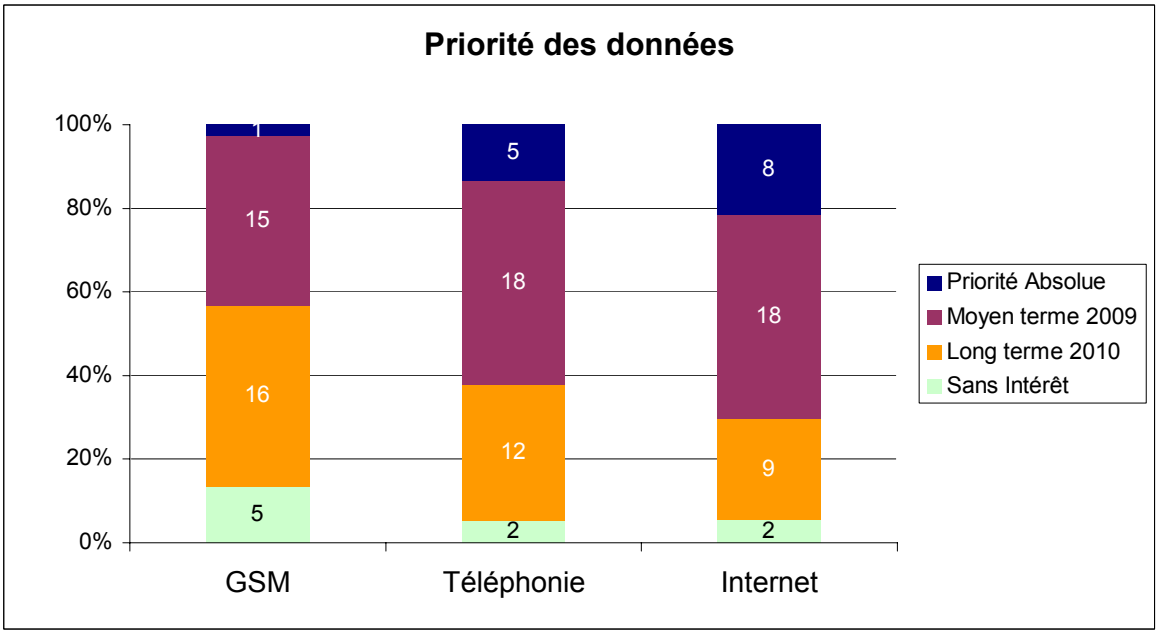
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 2 : Réseau de télécommunications




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | GSM | Téléphonie | Internet |
|---|---|---|---|
| CA Béziers Méditerranée | | | X |
| CCI de Perpignan et des Pyrénées-Orientales | X | X | X |
| cg66 | X | | X |
| Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole | | | X |
| Communauté de Communes de Petite Camargue | | X | |
| Communauté de Communes Piémont d'Alaric | | X | X |
| Conseil général de Lozère | X | X | |
| Conseil général du Gard | | | X |
| Education nationale | | X | X |
| Mairie de Perpignan | X | | |
| Syndicat mixte du Pays Garrigues et Costières de Nîmes | | X | X |

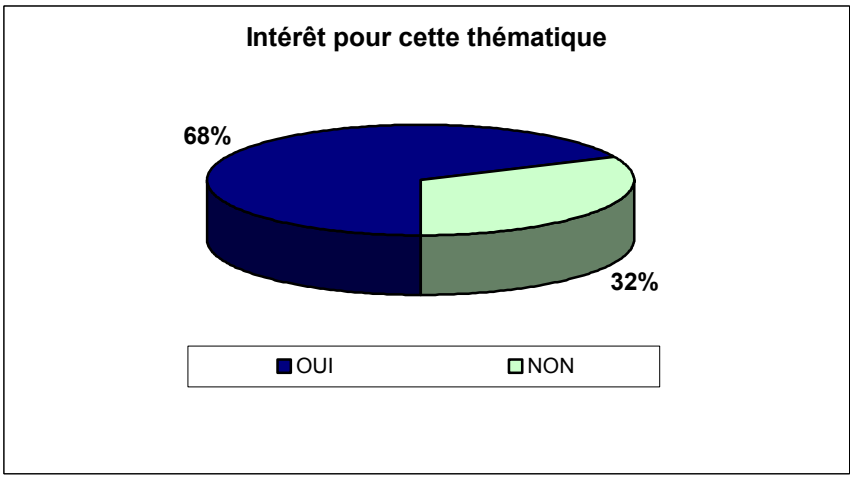
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

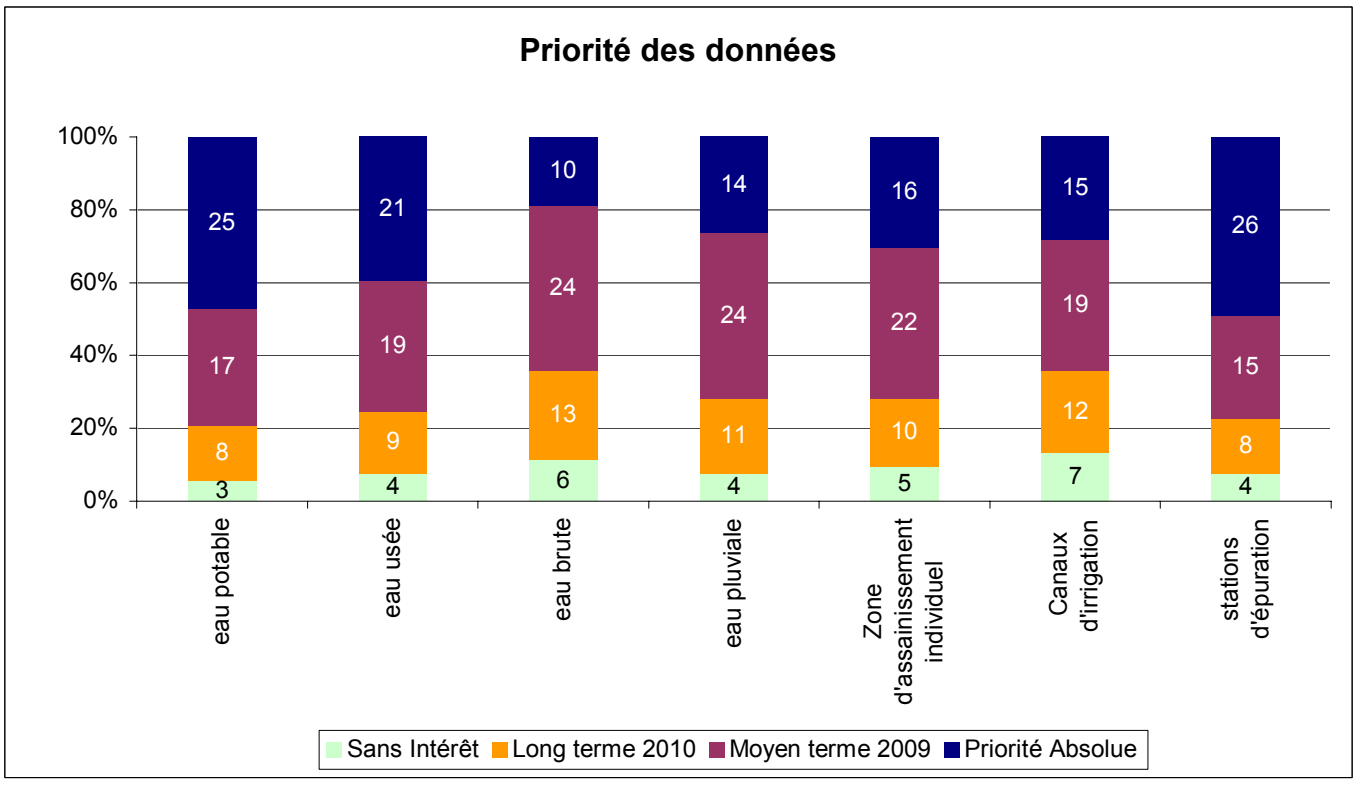
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 3 : Eau et assainissement




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Eau potable | Eau usée | Eau brute | Eau pluviale | Zones d'assainissement individuel | Canaux d'irrigation | Stations d'épurations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | | | | | | X | X |
| AUDRNA | | | | | | X | X |
| brl exploitation | X | X | X | | | X | X |
| BRLi | | | X | | | X | X |
| CA Béziers Méditerranée | X | X | | X | X | | X |
| CA de Montpellier | X | X | | X | X | | X |
| CA Nîmes Métropole | X | X | | | | X | X |
| CC des Albères et de la Côte Vermeille | X | X | | | X | X | X |
| CC du Pont du Gard | X | X | | | | | X |
| CC Pays de Sommières | | | | | X | | |
| CC Petite Camargue | X | X | X | X | X | X | X |
| CCMHL | X | | | | | | |
| CCPSL | X | | | | | | |
| CCRVV | X | X | X | | | X | X |
| CG34 | X | X | X | X | X | X | X |
| commune de Lunel | X | X | | X | | X | X |
| Conseil général de Lozère | X | | | | | | X |
| Conseil général du Gard | X | X | X | X | X | X | X |
| DDAF 30 | | | | | | | X |
| DDAF de l'Aude | X | | | | | | X |
| DDAF de l'Hérault | X | | | | | | X |
| DDAF des Pyrénées Orientales | | X | | | | X | X |
| DDE du GARD (30) | X | | | | | | X |
| DRASS LR | X | | | | | | X |
| EGIS EAU (EX-BCEOM) | X | X | | | X | X | X |
| EID Méditerranée | | | | | | X | |
| Mairie de Mende | X | X | | X | | | |
| MAIRIE DE SETE | X | | | X | | | X |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | | | | | | | X |
| Rgéion Languedoc-Roussillon | X | X | X | | | X | X |
| SAUR SE | X | X | X | X | | | X |
| smage des gardons | | | | | | | X |
| Syndicat Ardèche Claire | | | | | | | X |
| Syndicat Mixte du Bassin de Thau | | | | | X | | X |
| Syndicat Mixte du Bassin Versant du Vistre | | | | | | | X |
| syndicat mixte pays des cevennes | X | X | | X | X | | X |
| Thau Agglomération | | X | | | X | | X |

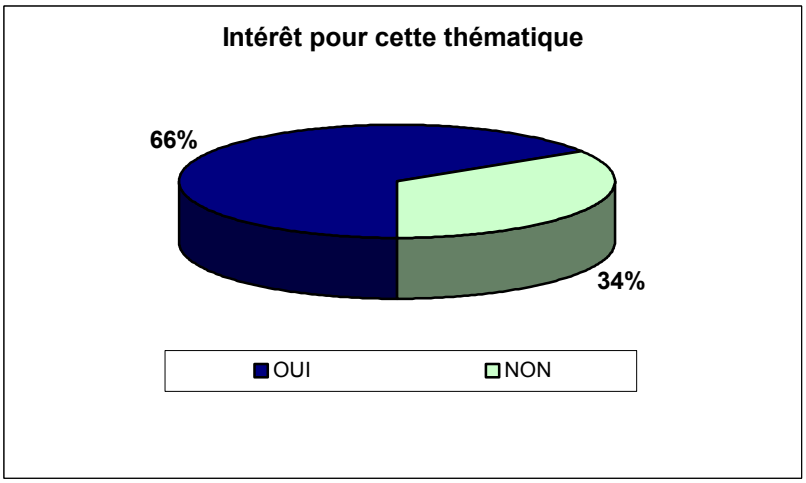
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

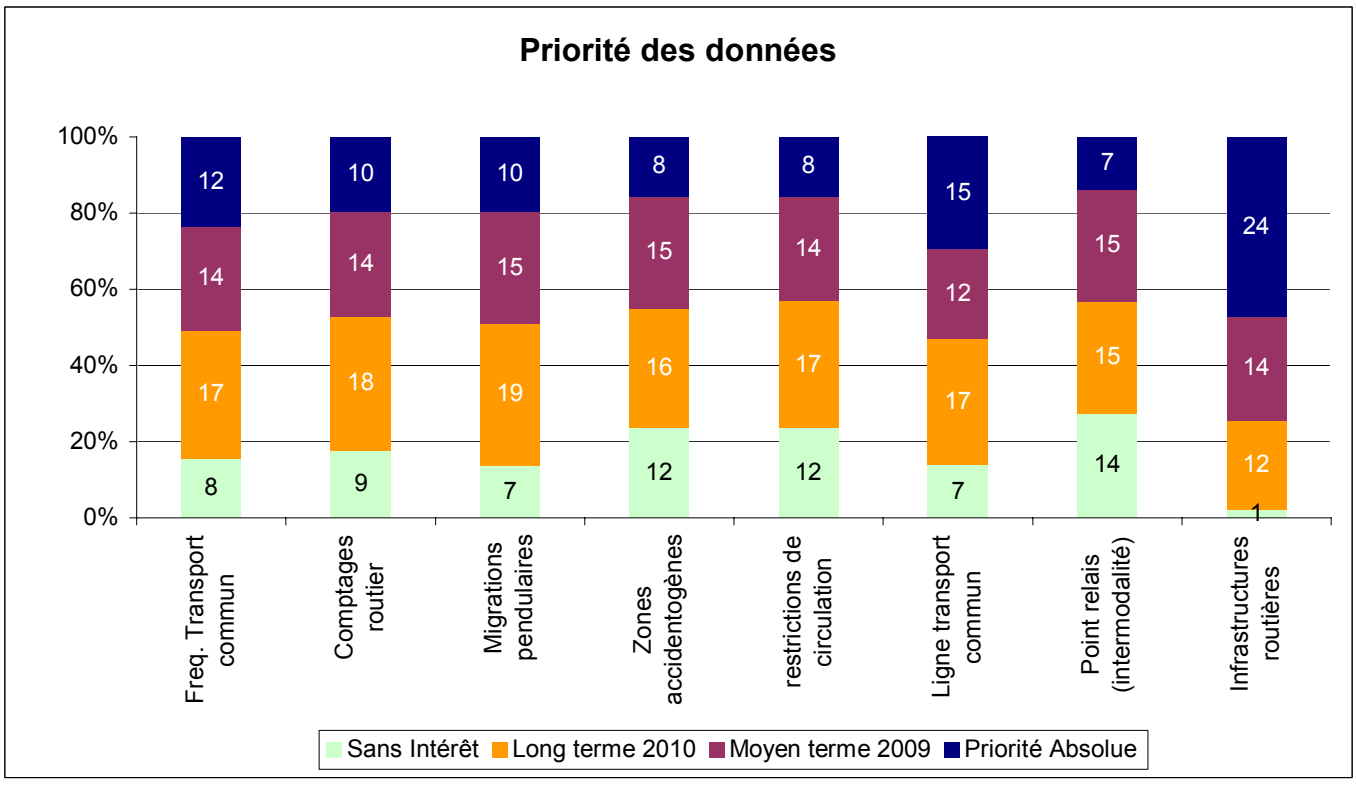
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 4 : Transport et déplacements




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Fréquentation des transport en commun | Comptages du trafic routier | Migrations pendulaires | Zones accidentogènes | Restrictions de circulation | Lignes de transport en commun | points relais | Infrastructures routières |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | | | | | | X | X | X |
| AUDRNA | | | | | | | | X |
| auRa | | | X | | | | | |
| BRLi | | | | | | | | X |
| CA Béziers Méditerranée | | | | | | X | | X |
| CA de Montpellier | X | X | X | X | X | X | X | X |
| CA Nîmes Métropole | X | | | | | X | X | |
| CC du Pic Saint Loup | | | | | | | | X |
| CC Piémont d'Alaric | | | X | X | X | | | X |
| CCI de Perpignan et desPO | X | X | X | | | X | | X |
| CCRVV | | | | | | | | X |
| CG34 | | | | | | | | X |
| CG34 | | | X | | | X | | X |
| cg66 | | | | X | X | X | | X |
| Conseil général de l'hérault | | X | X | X | X | | X | X |
| Conseil général de Lozère | | X | | X | X | | | X |
| Conseil général du Gard | | X | | X | | | | X |
| DDAF 30 | | | | | | | | X |
| DDAF de l'Aude | | | | | | | | X |
| DDAF de l'Hérault | | | | | | | | X |
| DDE 48 | X | X | | X | X | | | X |
| DDE du GARD (30) | | | | X | | | | X |
| DRASS LR | | | | | | | | X |
| EID Méditerranée | | | | | | | | X |
| MAIRIE DE SETE | | | | | | | | X |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | | | | | | | | X |
| Région Languedoc-Roussillon | X | X | X | X | X | X | X | X |
| SDIS34 | | | | | | | | X |
| Syndicat Mixte du Bassin de Thau | X | X | X | X | | X | | X |
| syndicat mixte pays des cevennes | | | | | | X | | X |
| Thau Agglomération | | X | | | | | | |

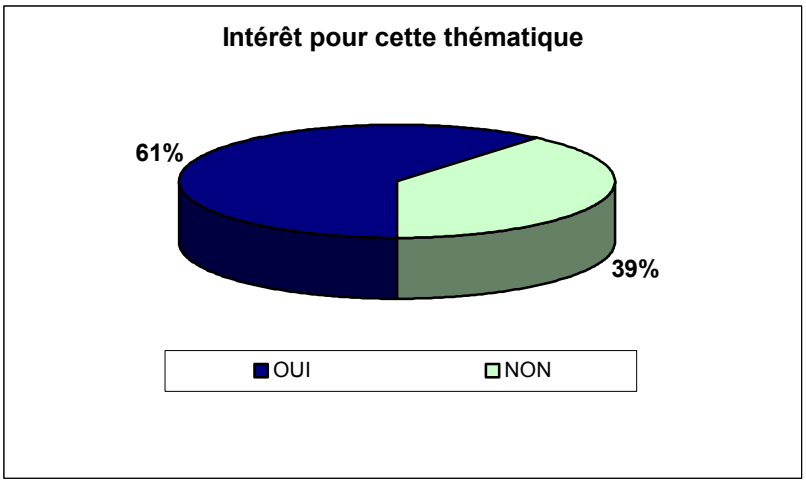
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

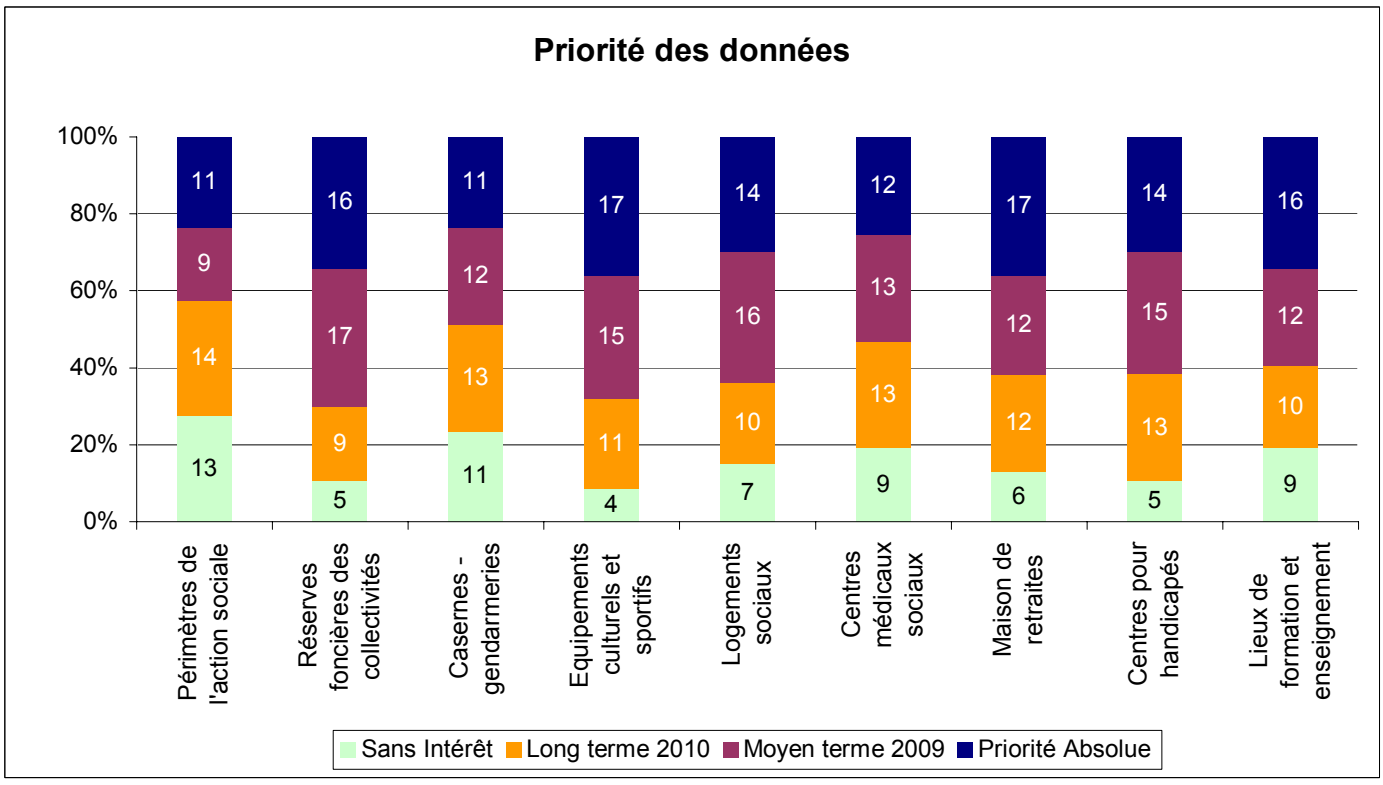
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 5 : Equipements publics et sociaux




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Périmètres de l'action sociale | Réserves foncières des collectivités | Casernes - gendarmeries | Equipements culturels et sportifs | Logements sociaux | Centres médicaux sociaux | Maison de retraites | Centres pour handicapés | Lieux de formation et enseignement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | | | | X | | | | | |
| AUDRNA | X | | X | X | X | X | X | X | X |
| auRa | | | | | | | | | |
| CA Béziers Méditerranée | | | | X | | | | | X |
| CA de Montpellier | | X | | X | X | X | X | | X |
| CA Nîmes Métropole | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| CC de Petite Camargue | | | | | | | | | X |
| CC des Albères et de la Côte Vermeille | | X | X | X | | X | X | X | X |
| CC du Pont du Gard | | | | | | | X | | |
| CC Piémont d'Alaric | X | X | X | X | X | | X | X | X |
| CG34 | | X | | | | | | | |
| CG34 | | X | | X | | | | | |
| CG34 | X | | X | | X | X | | | |
| cg66 | | | X | X | | | X | | |
| commune de Lunel | | | X | X | | | | | X |
| Conseil général de l'hérault | X | X | X | | | | | | |
| Conseil général de Lozère | | | | | | X | X | X | X |
| Conseil général du Gard | X | | X | | | X | X | X | |
| DDE 48 | X | | X | X | X | X | X | X | X |
| DDE du GARD (30) | | X | X | X | X | | | | |
| DDJS | | | | X | | | | | |
| Education nationale | | | | | | | | X | X |
| EID Méditerranée | | | | X | | | | | |
| MAIRIE DE SETE | | | | X | | | | | X |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | | | | X | | X | | | |
| PERPIGNAN MEDITERRANEE | | X | | | | | | | |
| Région Languedoc-Roussillon | | | | X | | | | | |
| SDIS30 | | | X | | | | | | |
| syndicat mixte pays des cevennes | | X | | X | X | | | | X |
| Thau Agglomération | | X | | | | | | | |

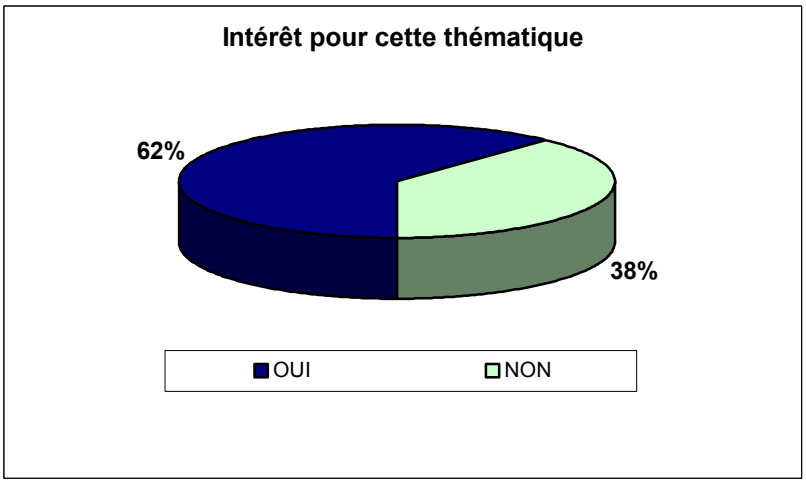
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

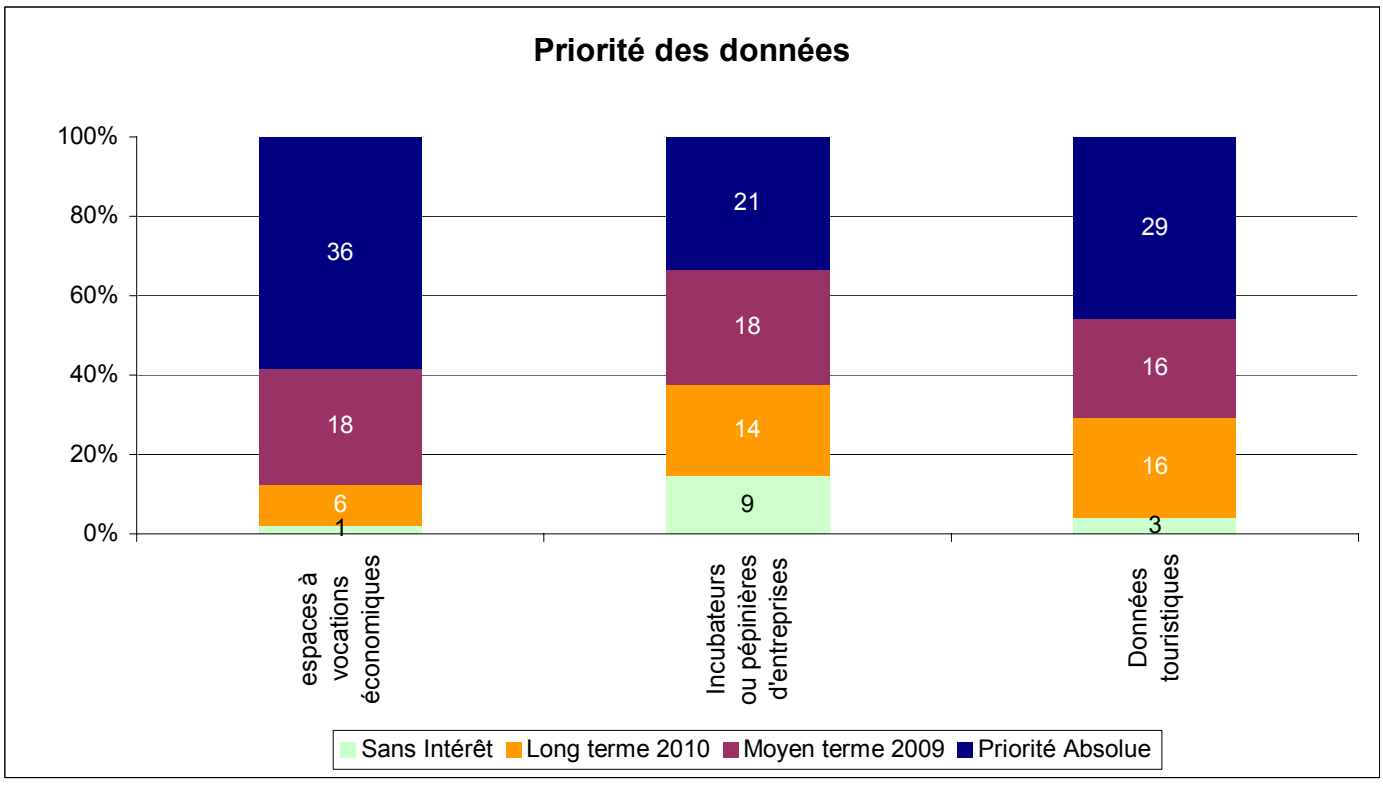
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 6 : Equipements économiques




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Espaces à vocations économiques | Incubateurs ou pépinières d'entreprises | Données touristiques |
|---|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | X | | |
| AUDRNA | X | | |
| CA Béziers Méditerranée | X | X | X |
| CA de Montpellier | X | X | |
| CA Nîmes Métropole | X | | X |
| CC AGLY FENXLLEDES | X | | X |
| CC de Petite Camargue | X | | |
| CC des Albères et de la Côte Vermeille | X | | |
| CC du Pont du Gard | X | | |
| CC Pays de Sommières | X | | |
| CC Piémont d'Alaric | X | | |
| CG34 | X | | |
| cg66 | X | | |
| DDAF de l'Aude | | | X |
| DDE du GARD (30) | X | | |
| MAIRIE DE SETE | X | | |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | | | X |
| PERPIGNAN MEDITERRANEE | X | | |
| Région Languedoc-Roussillon | X | X | X |
| SM du Pays Garrigues et Costières de Nîmes | X | | |
| Syndicat Ardèche Claire | | | X |
| Syndicat Mixte du Bassin de Thau | X | | X |
| syndicat mixte pays des cevennes | X | X | |

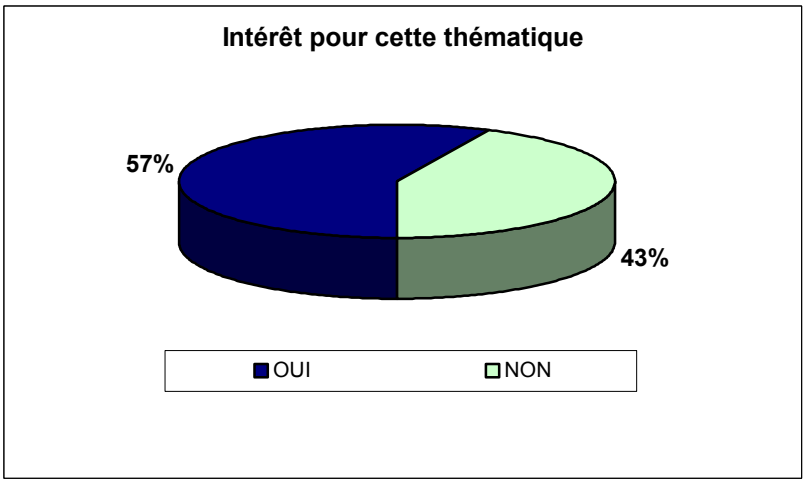
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

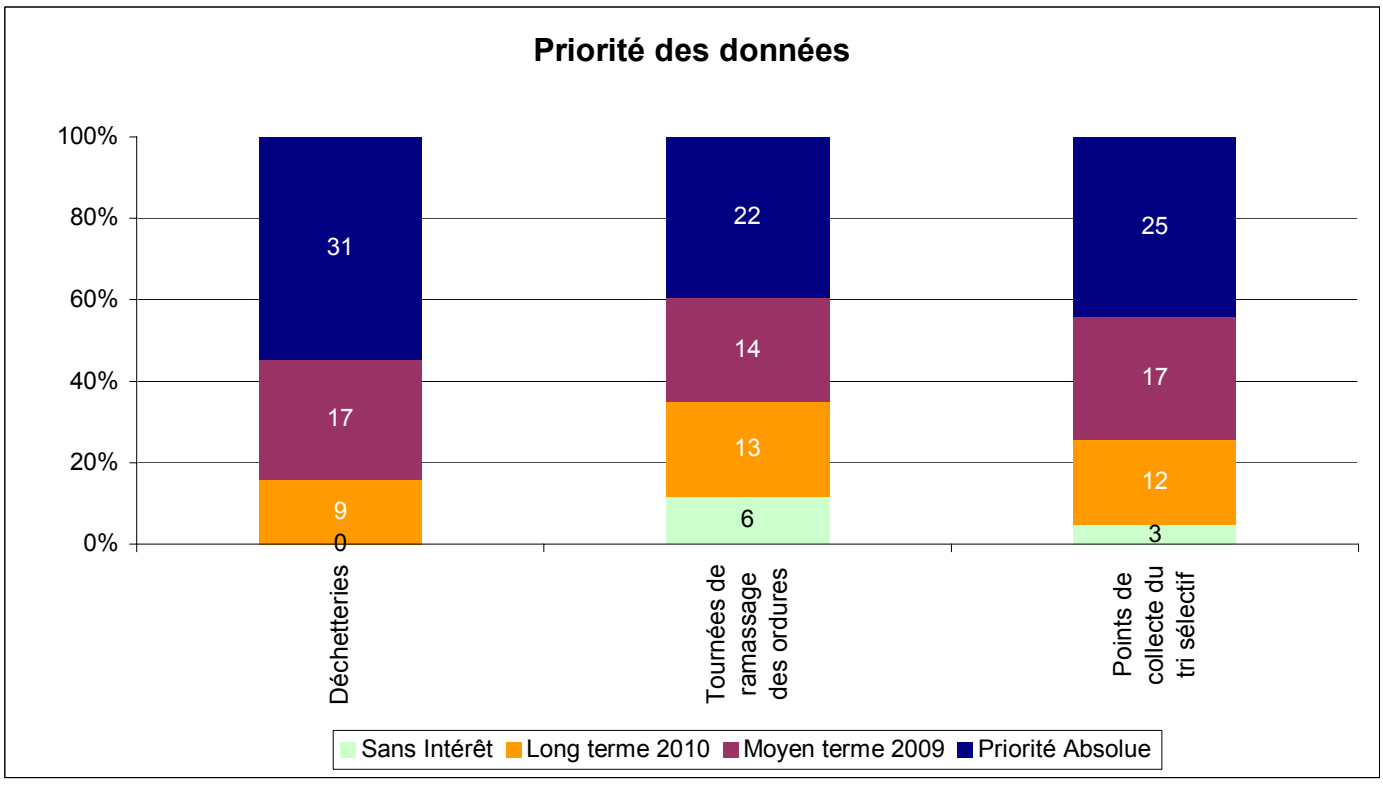
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 7 : Traitement des déchets




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Déchetteries | Tournées de ramassage des ordures | Points de collecte du tri sélectif |
|---|---|---|---|
| CA de Montpellier | X | X | X |
| CA Nîmes Métropole | X | X | X |
| CC AGLY FENXLLEDES | X | X | |
| CC de l'Aigoual | X | X | X |
| CC des Albères et de la Côte Vermeille | X | X | X |
| CC du Pic Saint Loup | X | | |
| CC du Pont du Gard | X | | X |
| CC Pays de Sommières | X | X | X |
| CCRVV | X | X | X |
| CG Lozère | X | | X |
| cg66 | X | | X |
| Conseil général du Gard | X | | |
| DDAF de l'Aude | X | | |
| SM pays des cevennes | X | X | X |
| Syndicat Mixte du Bassin de Thau | X | | X |
| Thau Agglomération | X | X | |

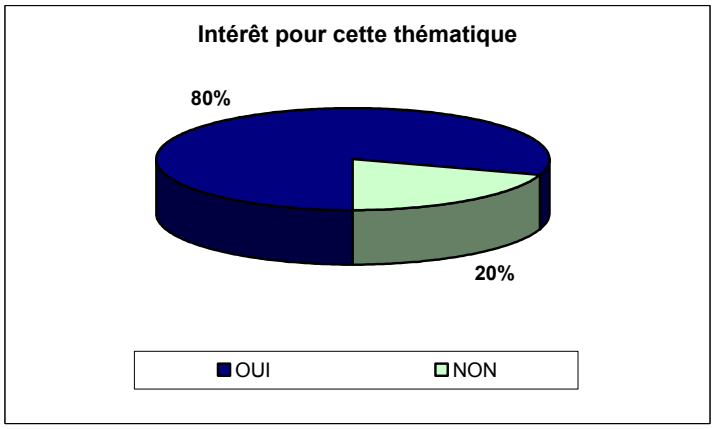
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

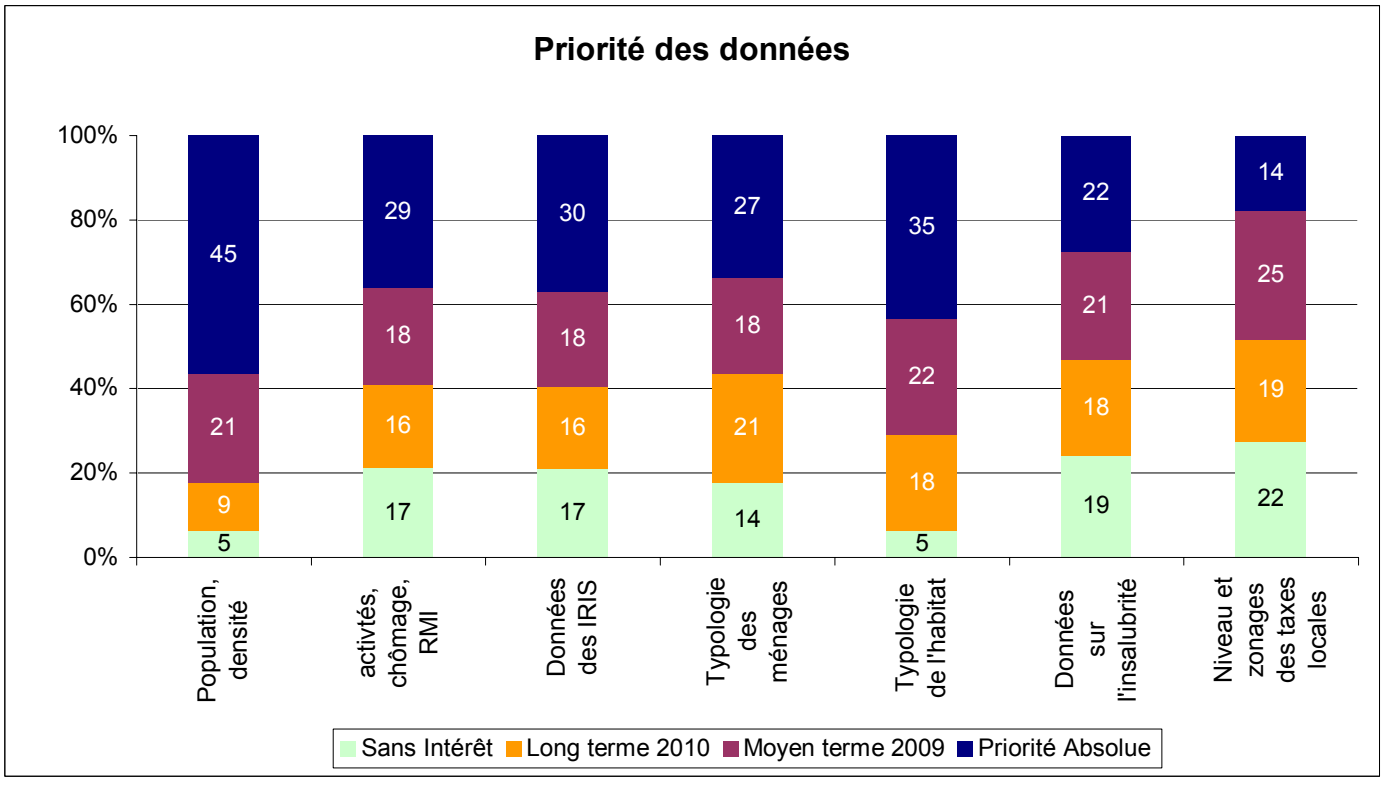
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 8 : Habitat et population




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Population, densité | Données sur l'insalubrité (DGI) | Activités, Chomage, RMI | Données des IRIS | Typologie des ménages | Typologie de l'habitat | Niveau et zonages des taxes locales |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | X | X | X | X | X | | |
| AIR LR | X | | | X | X | | |
| AUDRNA | X | | X | X | X | | |
| auRa | X | | | | X | | |
| CA Béziers Méditerranée | X | X | X | X | X | X | |
| CA de Montpellier | X | X | | X | X | X | |
| CA Nîmes Métropole | X | X | | X | | X | X |
| CC des Albères et de la Côte Vermeille | X | | | | | X | |
| CC du Pic Saint Loup | X | | | | | | |
| CC du Pont du Gard | X | | X | | X | | |
| CC Pays de Sommières | X | | X | | | | |
| CCI de Perpignan et des Pyrénées-Orientales | X | | X | X | X | X | |
| CCRVV | | X | | | | | |
| CG34 | X | X | X | X | X | X | |
| CG34 | X | | | | | | |
| CG34 | X | X | X | X | X | X | X |
| cg66 | | | X | | | | |
| Conseil général de l'hérault | X | X | X | X | X | X | X |
| Conseil général de Lozère | X | | | | | | |
| Conseil général du Gard | X | | X | | | | |
| DDAF 30 | | | | | | X | |
| DDAF de l'Aude | X | | | | | | |
| DDE 48 | X | X | | | X | X | |
| DDE du GARD (30) | X | X | X | X | X | X | X |
| DRASS LR | X | | X | X | X | | |
| Mairie de Perpignan | | | | | | X | |
| MAIRIE DE SETE | | | | | | X | |
| ONCFS | X | | | | | | |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | X | | | | X | | |
| PERPIGNAN MEDITERRANEE | X | X | X | X | X | X | X |
| Région Languedoc-Roussillon | X | X | X | X | X | X | X |
| SDAP de la Lozère | | | | | | X | |
| SDIS 34 | X | | | X | | | |
| SM du Pays Garrigues et Costières de Nîmes | X | | X | | | | |
| Syndicat Ardèche Claire | X | | | | | | |
| Syndicat Mixte Camargue Gardoise | X | | | | | | |
| Syndicat Mixte du Bassin de Thau | X | | X | X | X | X | |
| Thau Agglomération | X | | X | | X | X | |

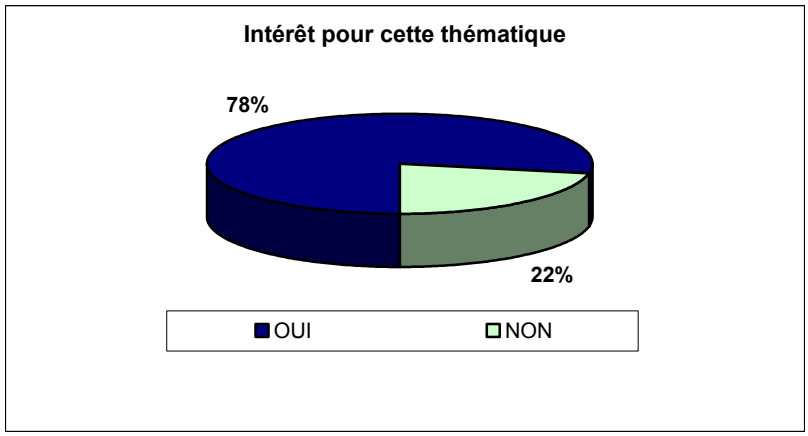
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

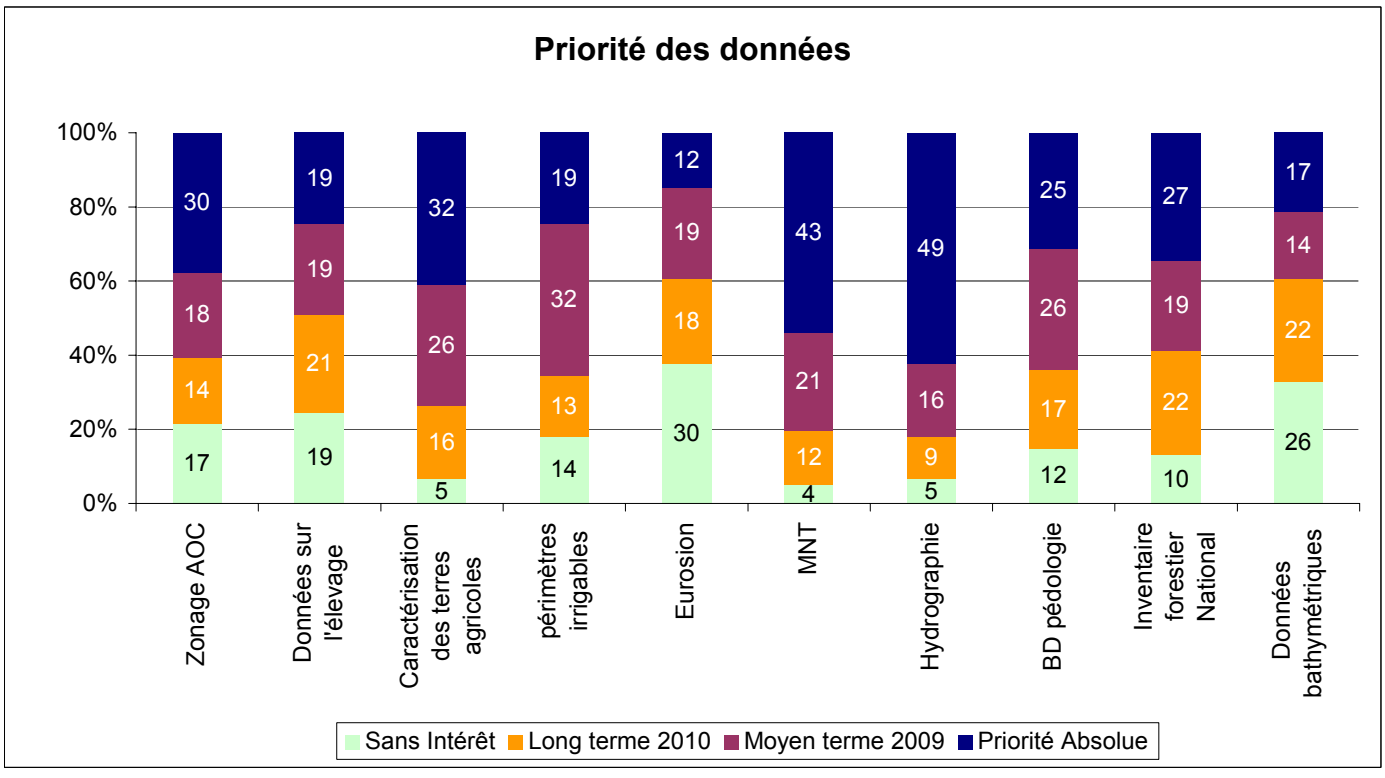
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 9 : Agriculture et environnement




## Données prioritaires :



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Zonage AOC | Données bathymétriques | Données sur l'élevage | Caractérisation des terres agricoles | Périmètres irrigables | Eurosion | Modèles numériques de terrain | Hydrographie | Pédologie (sols) | Inventaire Forestier national |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | | | | | X | X | X | X | | |
| AIR LR | | | X | | | | X | X | | X |
| AUDRNA | X | | X | X | | | X | X | | |
| auRa | | | | | | | | X | | |
| BRGM | X | | | | | | X | X | X | |
| brl exploitation | | X | | | X | | X | X | X | |
| BRLi | | | | | X | X | X | X | | |
| CA de Montpellier | | | | | | | X | X | | |
| CC AGLY FENXLLEDES | | | | | | | X | | | |
| CC du Pic Saint Loup | | | | | | | X | X | | |
| CC du Pont du Gard | X | | | | | | X | X | | |
| CC Pays de Sommières | | | | | X | | | | | |
| CCRVV | X | | | | X | | X | X | | |
| CG34 | | | | | | | X | X | | X |
| CG34 | | | | | | | | X | | |
| CG34 | | | | | | | X | X | X | |
| cg66 | X | X | | | | | X | X | X | |
| Chambre Agriculture Lozère | X | | X | X | | | X | X | | |
| CNRS | | | | | | | X | X | X | |
| COGard | | | | | | | | X | | |
| Conseil général de l'hérault | | X | | | | X | X | X | | |
| Conseil général de Lozère | | | | | | | | X | X | |
| Conseil général du Gard | X | | | | | | | X | | X |
| DDAF 30 | | | | X | | | X | X | | X |
| DDAF de l'Aude | X | | X | X | | | X | X | | X |
| DDAF de l'Hérault | X | | X | | | | X | X | | X |
| DDE 48 | X | | X | | | | X | X | | |
| DDE du GARD (30) | X | | | | | | X | X | | X |
| DRAC LANGUEDOC-ROUSSILLON | | | | | | | X | X | | |
| DRAF L-R | X | | X | X | X | | X | X | X | X |
| DRASS LR | | | | | | | | X | | |
| EID Méditerranée | | X | | | | | | X | | |
| IRD | | X | | | | | X | X | X | |
| MAIRIE DE SETE | | | | | | | X | X | | |
| ONCFS | | | | | | | | X | | |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | | | | X | | | X | X | | |
| PERPIGNAN MEDITERRANEE | | | | X | | | X | | | |
| Rgéion Languedoc-Roussillon | | | X | X | X | X | | X | | |
| SAFER LR | X | | | | X | | | | | |
| SDIS 34 | | | | | | | X | X | | X |
| SDIS30 | | | | | | | X | X | | |
| sdis48 | | | | | | | X | | | |
| smage des gardons | | | | | | | X | X | | |
| Syndicat Ardèche Claire | | | | | | | | X | | |
| Syndicat Mixte Camargue Gardoise | | | | | | | X | X | X | |
| Syndicat Mixte du Bassin de Thau | X | X | X | X | | | X | X | X | |
| Syndicat Mixte du Bassin Versant du Vistre | | | | | | | X | X | | |
| syndicat mixte pays des cevennes | | | | | | | X | X | | X |
| UMR LISAH | | | | X | | | X | X | X | X |

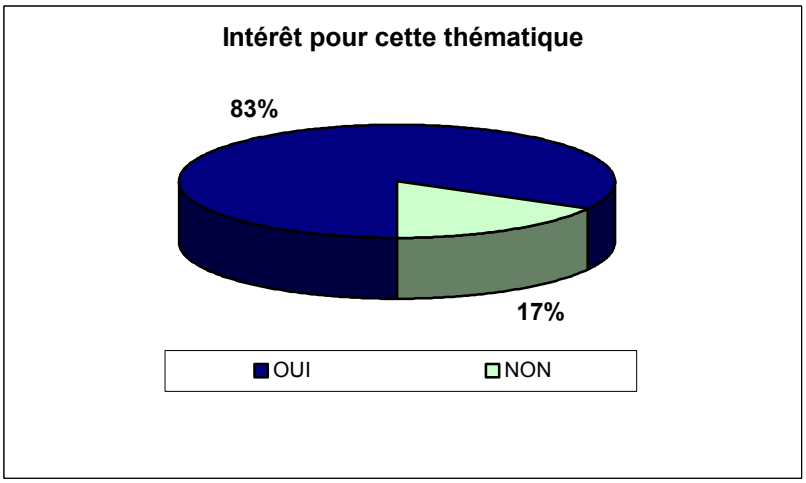
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

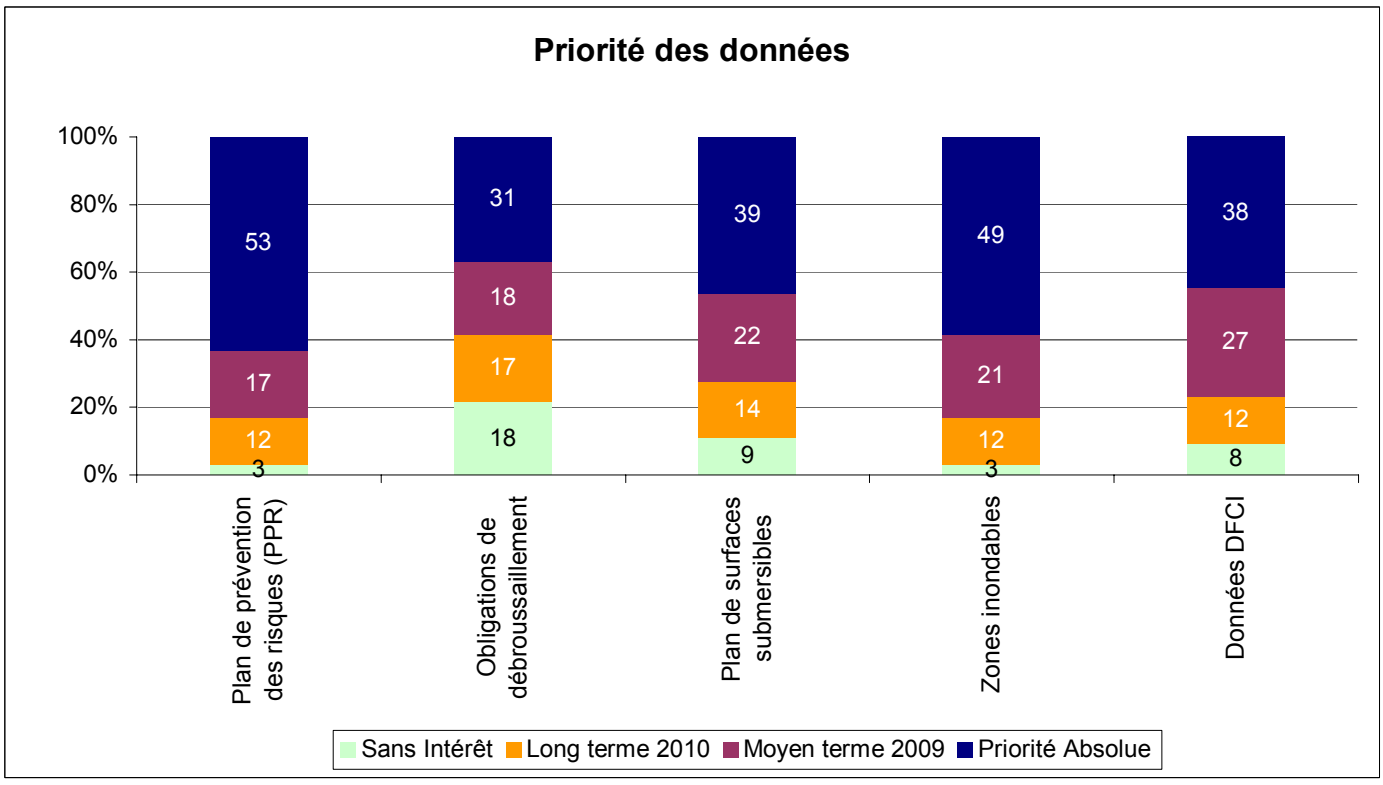
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 10 : Risques




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Plan de prévention des risques (PPR) | Obligations de débroussaillement | Plan de surfaces submersibles | Zones inondables | Données DFCI |
|---|---|---|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | X | | X | X | |
| AUDRNA | | | | X | X |
| BRGM | | | | X | |
| brl exploitation | X | | | | |
| BRLi | X | | | X | |
| CA de Montpellier | X | X | | | |
| CA Nîmes Métropole | X | X | X | X | X |
| CC de Petite Camargue | X | | X | X | |
| CC des Albères et de la Côte Vermeille | X | X | | X | |
| CC du Pic Saint Loup | X | X | | X | |
| CC du Pont du Gard | X | | | X | |
| CC Pays de Sommières | X | X | | X | X |
| CC Piémont d'Alaric | X | X | | X | |
| CCI de Perpignan et des Pyrénées-Orientales | X | | | X | |
| CCRVV | | | | X | X |
| CG34 | X | X | | X | X |
| CG34 | | | | | X |
| CG34 | | | | X | |
| cg66 | X | | | X | X |
| CNRS | | | | | |
| commune de Lunel | | | | X | |
| Conseil général de l'hérault | X | X | X | X | X |
| Conseil général de Lozère | X | | | | |
| Conseil général du Gard | | X | | X | X |
| DDAF 30 | X | X | | X | X |
| DDAF de l'Aude | X | X | | X | X |
| DDAF de l'Hérault | X | X | | X | X |
| DDAF des Pyrénées Orientales | X | X | | | X |
| DDE 48 | X | | X | X | |
| DDE du GARD (30) | X | X | X | X | |
| DRASS LR | | | | X | |
| EGIS EAU (EX-BCEOM) | X | | X | X | |
| Mairie de Perpignan | X | X | | X | |
| MAIRIE DE SETE | | | X | | |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | | | | X | X |
| PERPIGNAN MEDITERRANEE | X | | X | X | |
| Rgéion Languedoc-Roussillon | X | | X | X | |
| SAFER LR | | | | | |
| SDIS 34 | | | | X | X |
| SDIS30 | | | | X | X |
| SM du Pays Garrigues et Costières de Nîmes | | | | X | |
| smage des gardons | X | | | X | |
| Syndicat Ardèche Claire | X | | X | X | |
| Syndicat Mixte Camargue Gardoise | X | | | X | |
| Syndicat Mixte du Bassin de Thau | X | | | X | X |
| Syndicat Mixte du Bassin Versant du Vistre | X | | | X | |

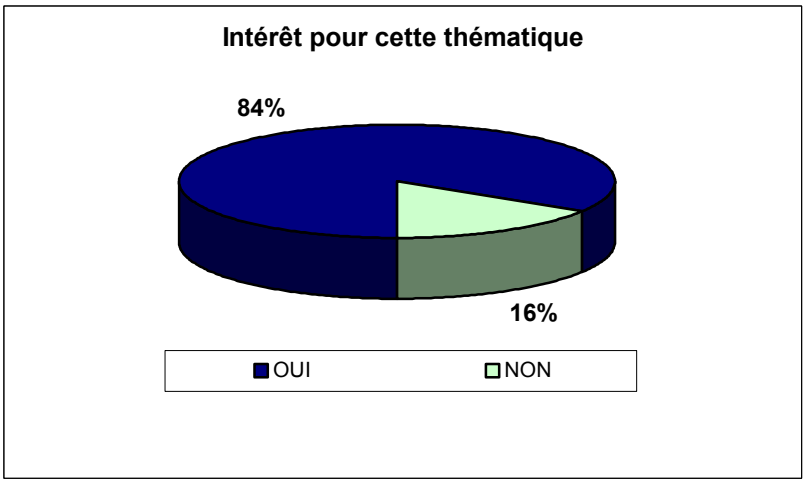
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

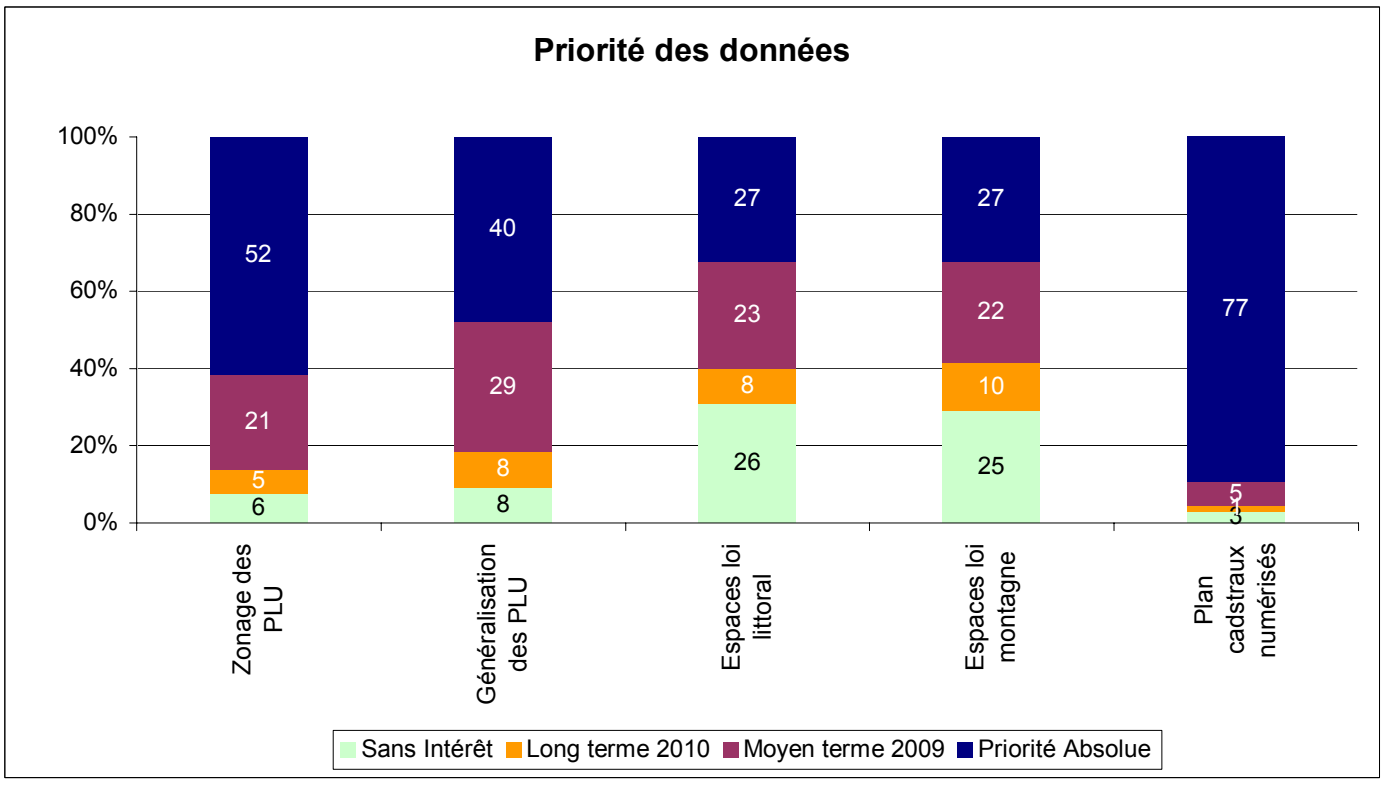
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 11 : Urbanisme




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Zonage des PLU | Généralisation des PLU | Espaces Loi littoral | Espaces Loi Montage | Plans cadastraux numérisés |
|---|---|---|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | X | X | X | | X |
| AUDRNA | | X | | | X |
| brl exploitation | | | | | X |
| BRLi | | X | X | | |
| CA Béziers Méditerranée | X | X | X | X | X |
| CC DE LA MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC | X | | | | X |
| CC de l'Aigoual | | | | | X |
| CC de Petite Camargue | X | X | X | | X |
| CC des Albères et de la Côte Vermeille | X | | | | X |
| CC du Pic Saint Loup | X | | | | X |
| CC du Pont du Gard | X | X | | | X |
| CC Pays de Sommières | X | X | | | X |
| CCI de Perpignan et des Pyrénées-Orientales | X | | X | X | |
| CCRVV | X | | | | X |
| CG34 | | X | X | X | X |
| CG34 | | | | X | X |
| CG34 | | | | | X |
| Chambre Agriculture Lozère | X | | | | X |
| communauté communes AGLY FENXLLEDES | | | | X | X |
| Communauté d'Agglomération de Montpellier | X | X | X | | X |
| Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole | X | X | | | X |
| commune de Lunel | X | X | | | X |
| Conseil général de l'hérault | | X | X | X | X |
| Conseil général de Lozère | | | | X | X |
| Conseil général du Gard | X | | | | X |
| DDAF 30 | X | | | | X |
| DDAF de l'Aude | X | X | | X | X |
| DDAF de l'Hérault | | X | X | X | |
| DDE 48 | X | | X | | X |
| DDE du GARD (30) | X | X | X | X | X |
| EGIS EAU (EX-BCEOM) | X | | | | X |
| Mairie de Mende | X | X | | | X |
| Mairie de Perpignan | X | | | | X |
| MAIRIE DE SETE | X | | | | X |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | | | | | X |
| PERPIGNAN MEDITERRANEE | X | X | | | X |
| Rgéion Languedoc-Roussillon | | | X | X | |
| SAFER LR | | X | | | |
| SDIS34 | X | | | | X |
| Syndicat Ardèche Claire | | | | X | X |
| Syndicat Mixte Camargue Gardoise | | | | | X |
| Syndicat Mixte du Bassin de Thau | | X | X | | X |
| syndicat mixte pays des cevennes | X | | | | X |
| Thau Agglomération | | X | X | | X |

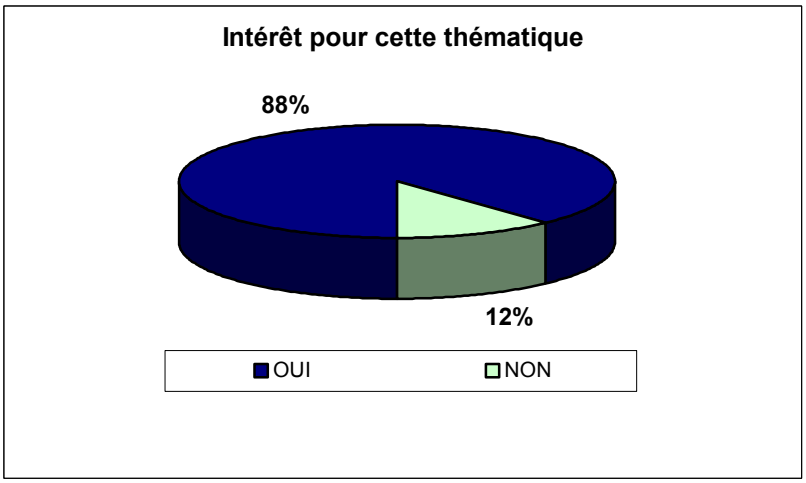
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

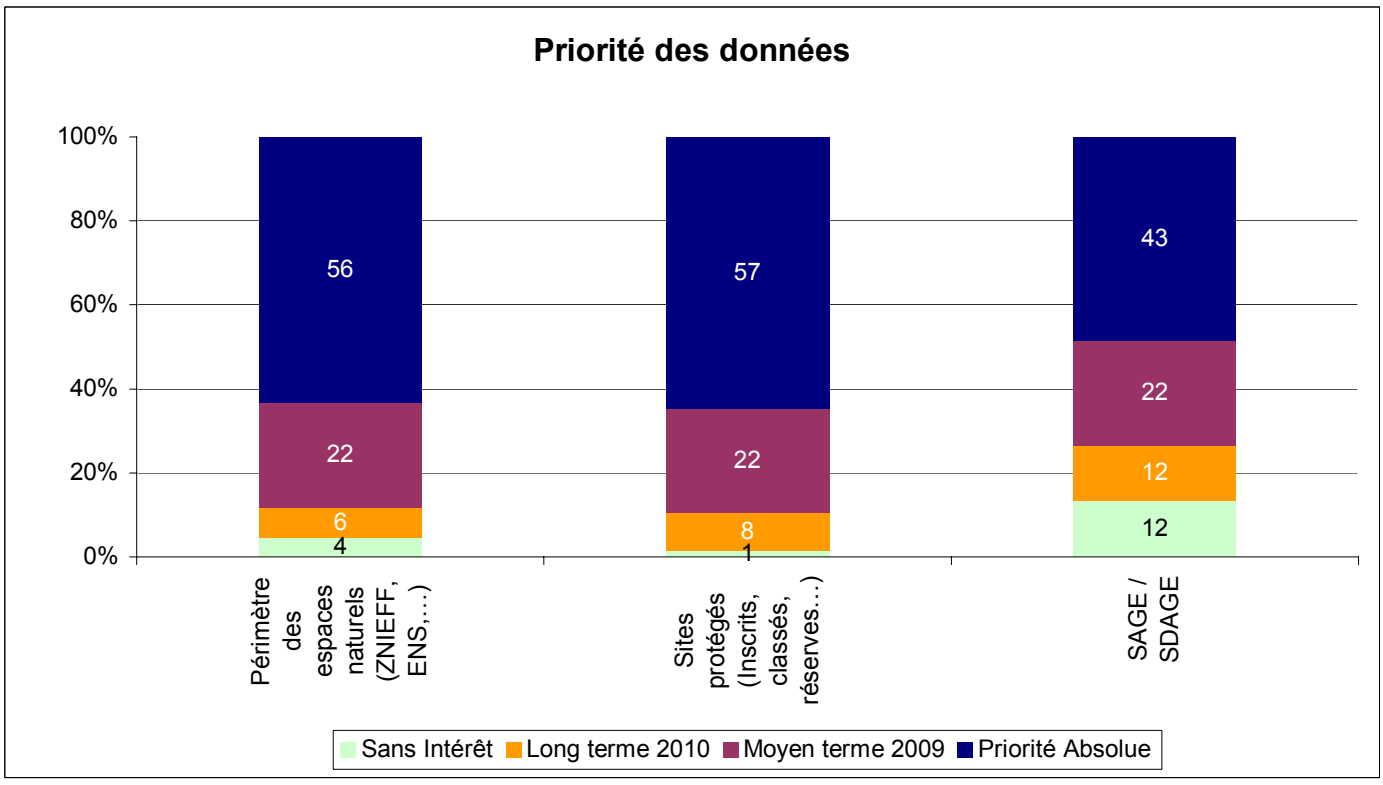
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 12 : Périmètres de protection




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Périmètres des espaces naturels (ZNIEFF, ENS, Natura 2000...) | Sites protégés (inscrits, classés, réserves...) | SAGE / SDAGE |
|---|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | X | X | X |
| AUDRNA | X | X | X |
| Biotope | X | X | |
| CA Béziers Méditerranée | X | X | X |
| CA Nîmes Métropole | X | X | X |
| CC des Albères et de la Côte Vermeille | X | | |
| CC du Pic Saint Loup | X | X | |
| CC du Pont du Gard | X | | |
| CC Pays de Sommières | X | X | X |
| CC Piémont d'Alaric | X | X | |
| CCRVV | X | X | X |
| CG34 | X | X | X |
| CG34 | X | X | X |
| CG34 | X | X | X |
| cg66 | X | X | X |
| Chambre Agriculture Lozère | X | X | |
| CNRS | X | | |
| COGard | X | X | |
| communauté communes AGLY FENXLLEDES | X | X | X |
| Communauté d'Agglomération de Montpellier | X | X | |
| Conseil général de l'hérault | X | X | X |
| Conseil général de Lozère | X | X | X |
| Conseil général du Gard | X | X | X |
| COPAGE | X | X | |
| DDAF 30 | | | X |
| DDAF de l'Aude | X | X | X |
| DDAF de l'Hérault | X | X | X |
| DDE 48 | X | X | X |
| DDE du GARD (30) | X | X | X |
| DRAF L-R | X | X | X |
| DRASS LR | X | X | X |
| EGIS EAU (EX-BCEOM) | X | X | |
| EID Méditerranée | X | X | |
| Mairie de Mende | | X | |
| MAIRIE DE SETE | X | | X |
| ONCFS | X | X | |
| Pays Pyrénées-Méditerranée | X | X | X |
| Rgéion Languedoc-Roussillon | X | X | X |
| SAFER LR | X | X | |
| SDAP de la Lozère | | X | |
| SDIS30 | X | | |
| smage des gardons | X | X | X |
| Syndicat Ardèche Claire | X | X | X |
| Syndicat Mixte Camargue Gardoise | X | X | X |
| Syndicat Mixte du Bassin de Thau | X | X | X |
| Syndicat Mixte du Bassin Versant du Vistre | X | X | X |
| Thau Agglomération | X | X | |

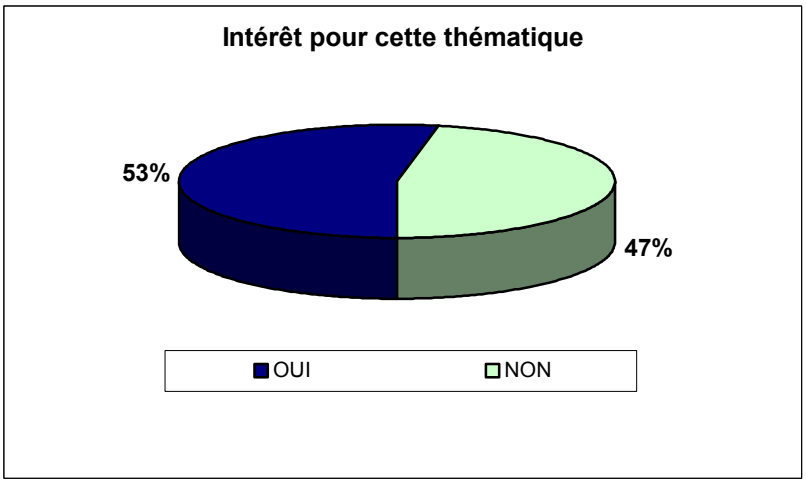
# MUTUALISATION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

-

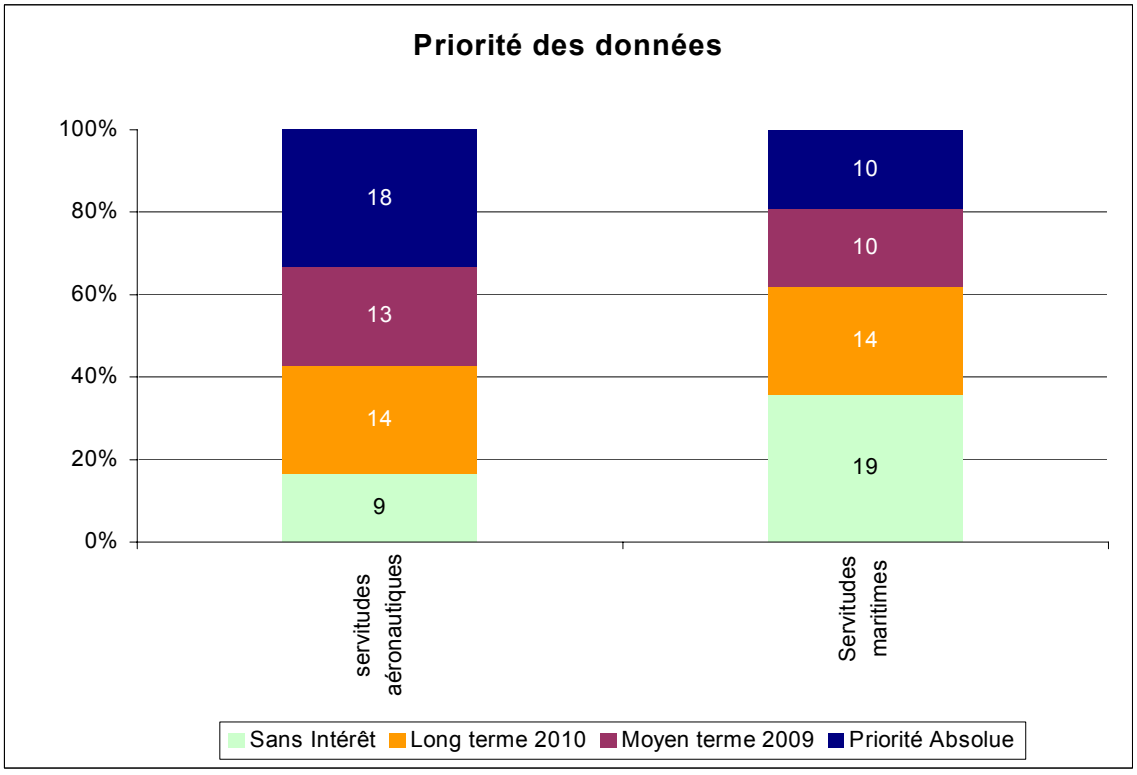
# Questionnaire II : données thématiques

-

# Fiche 13 : Servitudes




**Données prioritaires :**



## Qui dispose de ces données ?

| Organisme | Servitudes aéronautiques | Servitudes maritimes |
|---|---|---|
| Agence d'urbanisme catalane | X | |
| AUDRNA | X | |
| CA de Montpellier | X | |
| CC du Pic Saint Loup | X | |
| CCRVV | X | X |
| DDE 48 | X | |
| EGIS EAU (EX-BCEOM) | X | |
| Mairie de Mende | X | |
| Mairie de Perpignan | X | |
| Région Languedoc-Roussillon | X | X |
| SDIS30 | X | X |